

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 20 JUIN 1978 - N° 722

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

MOULINEX: TOUTES LES USINES EN LUTTE



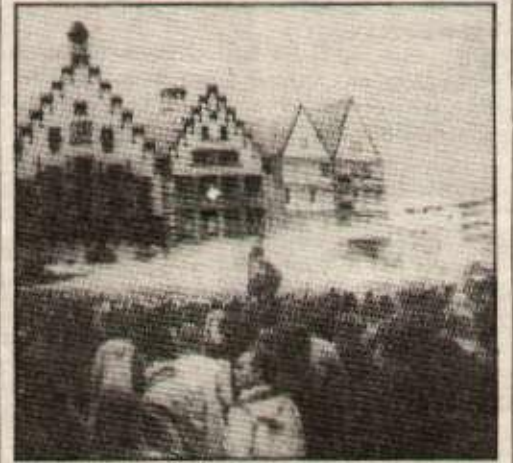
● Alençon : les grévistes font face à la maîtrise ● Les usines de Fresnay sur Sarthe, de Mamers et de Villaines-la-Juhel occupées ● A Caen grève illimitée ● A Argentan et Mayenne le mouvement des OS prend de l'ampleur.

Lire en page 5

ARSENAUX, LUNDI: 5 000 DANS LES RUES DE BREST

Lire en page 7

FRANCFORT
Meeting
néo-nazi
interdit
par les
manifestants



Le NPD néo-nazi prétendait tenir un meeting à Francfort. Cependant que 2 000 personnes manifestaient à quelque distance, à l'appel d'organisations «démocratiques», plus de 6 000 personnes, à l'appel de l'extrême-gauche, ont occupé les abords du lieu prévu de réunion. La police a chargé violemment, faisant 70 blessés. Par une tactique de harcèlement, les anti-fascistes ont débordé la police ; les néo-nazis ont préféré renoncer à leur meeting.

● Pétrole :
les pays
producteurs
se concertent

Lire en page 10

● La Courneuve :
le gaz
en accusation

Lire en page 12

● Berliet-Feuillat
(Lyon) :
les grévistes
ripostent
au référé

Lire en page 6

● Budget
de Paris :
Chirac perdant
contre Giscard

Lire en page 4

● Bretagne :
libération
du paysan
interné de force

Gildas le Coent, paysan breton, avait pour seul tort de s'opposer au remembrement qui menaçait l'existence de sa ferme. On l'avait fait interner de force, avec l'appui de la municipalité PCF. Finalement, devant le mouvement de solidarité qui se développait, le tribunal et le préfet ont dû ordonner sa libération.

LA CONFERENCE DE L'ONU SUR LE DESARMEMENT

Par Grégoire CARRAT

● Les enjeux de la Conférence sur le désarmement se définissent à partir de la situation créée par la rivalité soviéto-américaine en vue de dominer le monde. En la convoquant, les pays du mouvement des non-alignés ont affirmé leur volonté que soit levée la menace que les USA et l'URSS font peser de plus en plus dangereusement sur le monde, en même temps que soit mis un terme à la domination exclusive des super-puissances dans les affaires de la guerre et de la paix, et que soit réduit le déploiement de leurs forces dans le monde entier. Ce déploiement utilisé comme moyen de pression politiques, étend sans cesse les zones de conflit entre les USA et l'URSS.

Parmi les différentes propositions que la Commission désignée par l'Assemblée générale examine pour mettre au point la déclaration finale, le plan présenté par Giscard aura un certain écho, parce qu'il reprend nombre de propositions avancées depuis plusieurs années par les pays non alignés ou par certains d'entre eux. Son originalité réside moins dans ses propositions elles-mêmes que dans le fait que l'impérialisme français ait été amené à les formuler ; d'abord comme réponse à un danger de guerre croissant en Europe dont aucun pays européen — en l'absence de politique européenne

de défense — ne maîtrise la progression, et ensuite comme tentative pour lui-même d'échapper aux sollicitations pressantes des superpuissances pour neutraliser le rôle de sa force de dissuasion difficilement maintenue au seuil de crédibilité face au rythme de développement des potentiels nucléaires soviéto-US. De ce fait la conjonction des propositions françaises et des propositions des pays non alignés n'est pas fortuite ; l'impérialisme français est également amené à mettre en cause la « limitation des armements » entre USA et l'URSS, à refuser que la conduite des problèmes de désarmement reste entre les mains des USA et de l'URSS.

Loin de faire l'unanimité en France comme il l'aurait souhaité, le plan Giscard a été diversement critiqué par les partis. Le RPR se montre gentiment sceptique devant ce plan que Mesmer qualifie de « généreux et réaliste, sa seule difficulté étant de ne pouvoir aboutir que si les Russes et les Américains font un petit effort ». La *Lettre de la Nation*, a résumé cette appréciation en disant de Giscard « C'est avec beaucoup de réalisme qu'il se met dans l'irréel ». A gauche, les critiques sont plus acerbes. Au PS, Giscard est accusé d'être hypocrite car « Giscard prêche pour autrui et n'accepte aucune contrainte pour la France » en réclamant des superpuissances qu'elles réduisent leurs stocks d'armes

nucléaires. Du côté du PCF la critique majeure adressée à Giscard est son refus de participer aux négociations existantes, entièrement contrôlées par les USA et l'URSS ; cette critique rejoint dans sa forme et dans son fond les demandes réitérées des Soviétiques concernant la politique française en cette matière. Ces polémiques intérieures n'ont pas contribué à renforcer le poids des propositions giscardiennes, l'intervention en Afrique qui atteignait un point culminant à l'époque même de la conférence a également contribué à susciter des doutes et des réticences à son égard.

Le plan Giscard n'est qu'une des propositions qu'examine l'ONU. Les circonstances dans lesquelles il est présenté n'en rehaussent pas le prestige. Il apparaît déjà que, pour l'impérialisme français, la conférence de l'ONU sur le désarmement qui suivra l'actuelle assemblée générale ne pourra apporter de réponse complète aux préoccupations qui ont motivé la démarche giscardienne. Bien au delà, la désinvolture des USA et de l'URSS, à l'égard des demandes formulées par la majorité des pays indiquent qu'elles n'ont l'intention ni d'appliquer d'éventuelles décisions de désarmement réel, ni de renoncer à leur condominium sur les affaires mondiales.

Le mouvement des non-alignés contre la course aux armements

Le cinquième sommet des non alignés à Colombo a défini l'essentiel des positions du mouvement à l'égard du désarmement en décidant de la convocation d'une assemblée générale des Nations-Unies : « La conférence a exprimé la conviction qu'une paix et une sécurité universelles ne peuvent être assurées qu'au moyen d'un désarmement général et complet, en particulier un désarmement nucléaire sous contrôle international efficace, et que les mesures essentielles à prendre à cette fin doivent comprendre la cessation complète de tous les essais nucléaires en attendant la conclusion d'un

De savants calculs ont montré que seulement 10 % du budget militaire mondial, dont les États-Unis et l'URSS représentent les deux tiers et les pays du Tiers-Monde moins du dixième, pourraient augmenter d'un tiers les investissements dans le Tiers-Monde, c'est-à-dire que l'affectation d'une part réduite des dépenses d'armement au Tiers-Monde créerait des conditions favorables pour le développement des pays du Tiers-Monde. Ces projections

théoriques font ressortir que la course aux armements accroît l'inégalité entre les pays en voie de développement et les autres, qu'elle est contradictoire avec l'instauration du nouvel ordre économique mondial non seulement parce qu'elle absorbe des richesses énormes mais également et aussi parce qu'elle remet en cause la sécurité même des États en voie de développement.

Aussi les pays du Tiers-Monde par le biais des non

traité général d'interdiction des essais, une renonciation sans équivoque au recours à la menace ou à l'emploi des armes nucléaires...

La conférence a déclaré que la course aux armements est incompatible avec les efforts visant à instaurer un nouvel ordre économique international, compte tenu de la nécessité urgente de réaffecter les ressources utilisées pour l'accélération de cette course aux armements au développement socio-économique en particulier des pays en voie de développement.

alignés et par le biais des multiples propositions conjointes ou propres à chaque État ont-ils multiplié au cours des dernières années les propositions à l'assemblée générale, et dans les conférences sur le désarmement. A titre d'exemple, le projet mexicain déposé devant le comité de Genève en septembre 1977 reprend les éléments essentiels qui inspirent la majeure partie de ces initiatives :

— en matière nucléaire,

obtenir l'interdiction complète de tous les systèmes d'armes nucléaires et la destruction des stocks de ces armes. L'une des réalisations pratiques en cette direction est la constitution de zones dénucléarisées sur le modèle de celle d'Amérique latine. Dès 1975, le Mexique avait présenté à Genève un document soutenu par les participants du Tiers-Monde à la conférence qui demandait l'arrêt de tous les essais nucléaires et la réduction de la part de

l'URSS et des États-Unis de 50 % du nombre de leurs vecteurs nucléaires.

— Dans les questions régionales, la mise en place de traités régionaux de sécurité et de désarmement « sur l'initiative des États de la région » dont l'un des buts serait la création de zones de paix et le démantèlement des bases étrangères. Ces préoccupations rejoignent celles des pays méditerranéens dont la conférence d'Alger des non alignés avait appuyé la revendication que cette mer soit délivrée des flottes étrangères, russes et américaines, qui la sillonnent et soit transformée en lac de paix. C'est aussi la revendication des pays de l'Océan Indien qui se sont concertés contre la présence des forces navales étrangères et se sont vus appuyés par le sommet des non alignés de Colombo dans leur affirmation selon laquelle le seul degré d'équilibre acceptable dans l'Océan Indien est le degré zéro. Des préoccupations de même nature sont exprimées par la Yougoslavie et la Roumanie à propos de l'Europe et des Balkans.

Le troisième point sur lequel les pays du Tiers-Monde ont défini une approche commune, c'est le refus que les problèmes de désarmement soient monopolisés par les superpuissances. La conférence de Genève devrait être complètement remodelée. La position définie en 1971 par le Mexique s'opposant

à la co-présidence soviéto-américaine est partagée par tous. Elle se combine avec une revendication de « démocratisation » des institutions relevant du désarmement, permettant la participation de tous les États, avec la revendication du contrôle international efficace qui suppose que les pays du monde aient un droit de regard sur les armements des super-puissances.

Deux propositions paraissent se dessiner : soit l'institutionnalisation de la conférence mondiale sur le désarmement, une fois celle-ci convoquée, soit l'élargissement des prérogatives de l'Assemblée générale et l'augmentation de ses moyens dans le domaine du désarmement.

Toutes deux ont en commun de remettre profondément en cause la suprématie soviéto-américaine et démontrent la volonté que les deux super-puissances se soumettent au contrôle et aux exigences des pays du monde. Que cette volonté s'affirme et qu'elle se matérialise par la tenue d'une conférence mondiale sur le désarmement est un pas en avant considérable dans la riposte aux menaces des superpuissances. Que cela suffise à les faire reculer paraît plus douteux. Nous verrons dans un prochain article comment l'une et l'autre ont préparé leurs lignes de défense pour ne pas se plier à la volonté majoritaire des pays du monde.

LA CHINE ET LE DESARMEMENT

La République Populaire de Chine a présenté un document de travail dans lequel sont exposées les principales propositions chinoises pour la sauvegarde de la paix et de la sécurité, propositions communes dans une large mesure avec celles des pays du mouvement des non alignés, mais posant en même temps le problème des moyens à mettre en œuvre pour contraindre les superpuissances à se soumettre à ces exigences.

(...) Les nombreux pays du Tiers-Monde et les autres pays moyens et petits réclament le désarmement, espérant qu'il contribuera à diminuer la menace de guerre. Il s'agit là d'une demande tout à fait légitime. La lutte pour le désarmement, associée à celle pour la défense de l'indépendance nationale, la sauvegarde de la souveraineté d'État et l'intégrité territoriale, contre l'agression, l'intervention, la subversion et la mainmise des super-puissances, jouera un rôle positif dans la préservation de la paix mondiale. Pourtant, l'expérience vécue et la réalité présente nous apprennent qu'il n'est pas facile, dans

la conjoncture où subsistent l'impérialisme et le social-impérialisme, de réaliser le vrai désarmement et que le soi-disant désarmement général et complet est impossible. (...)

(...) Tout désarmement doit commencer par le désarmement des deux super-puissances. (...)

(...) Si les super-puissances ont vraiment un sincère désir vis-à-vis du désarmement (...), elles doivent prendre d'abord les mesures suivantes : 1) déclarer n'utiliser ni menacer d'utiliser les armes nucléaires à aucun moment et en aucune circonstance contre les pays non nucléaires et les zones dénucléarisées.

2) Rapatrier toutes les forces armées, s'engager à ne pas envoyer à l'étranger de troupes militaires, sous quelque forme que ce soit, démanteler toutes les bases militaires et les bases militaires déguisées, implantées à l'étranger et prendre l'engagement de ne rechercher aucune nouvelle base militaire.

3) Cesser la course aux armements nucléaires comme aux armements conventionnels et entamer la destruction, par étapes, de leurs armes nucléaires et la réduction massive de leurs armes conventionnelles.

4) S'engager à ne pas faire stationner d'importantes troupes ni effectuer de manœuvres militaires dans les régions limitrophes de la frontière des autres pays, et à ne pas lancer, sous quelque prétexte que ce soit, d'attaques militaires, y compris l'attaque surprise, contre les autres pays.

5) S'engager à n'exporter dans le but d'exercer le contrôle de provoquer et de

guerre ou de faire planer la menace de la guerre, d'armes vers aucun pays. (...)

(...) La guerre que les super-puissances fomentent sera peut-être une guerre nucléaire, mais ce qui est plus probable, une guerre conventionnelle. La réduction des armements conventionnels s'avère de plus en plus urgente, on doit accorder la même importance à la réduction des armements conventionnels et à celle des armements nucléaires, et les mener de front. (...)

(...) Les nombreux pays moyens et petits exigent la réforme du mécanisme de désarmement et la cessation de la manipulation par les super-puissances des négociations sur le désarmement. Cette démarche est tout à fait légitime. Le problème du désarmement et de la sécurité internationale, qui touche aux intérêts des divers pays, doit être discuté et examiné sous les auspices de l'ONU au sein d'un organe international dans lequel la participation de tous les pays est

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence 2U 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevret
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Paris (18^e) : le PCF veut sa « maison pour les femmes »

DEBAT HOULEUX

● Le 21 mai, 4 groupes femmes du 18^e et un groupe du 17^e organisaient une réunion « pour la création d'une maison de femmes sur le quartier ». Le PCF, alors invité, refusait d'y participer. Et hier samedi, sans avoir bien sûr pris contact avec les groupes femmes, il appelait à faire, au 48 rue Duhesme, « une maison pour les femmes », lieu de « débats et de rencontres ». Décidément, on ne manque pas de culot au PCF, et ceci 4 jours après la grossière condamnation par Marchais des Groupes femmes (*Humanité* du 13 juin). Plusieurs militantes de groupes femmes étaient là, décidées à dénoncer cette entreprise de récupération.

Avant l'ouverture des débats, des discussions par groupes rappellent que la crise du PCF est loin d'être terminée. Tel militant du PCF est accueilli par des remarques du genre : « Tiens, on ne t'a pas vu depuis la campagne ». Dans un groupe, une jeune militante réclame que *L'Humanité* ouvre ses colonnes aux critiques, et se fait accuser de « vouloir créer des tendances dans le parti ».

A 16 h, le débat s'ouvre dirigé par une brochette « d'élues » (dont deux conseillères de Paris). Une soixantaine de personnes sont là, dont une majorité de militantes PCF et quelques hommes.

Le thème prévu au départ : « La dimension féminine de la solitude » et « La femme et le travail ».

Une femme d'un certain âge critique d'abord violemment l'attitude du PCF

vis-à-vis des femmes seules. Une du PCF intervient dans son sens : « Dans le parti, on ne va pas assez loin, c'est vrai, alors on choque des gens. L'avortement, on a mis un temps infini à s'y mettre. C'est la même chose pour la lutte contre le viol. »

Réponse de la tribune : « C'est vrai, nous avons fait des erreurs il y a 20 ans. En 56, nous étions contre l'avortement, mais c'était une autre époque. »

« Non, ce n'est pas seulement il y a 20 ans » répond une militante d'un groupe femmes. « Lundi dernier, vous étiez invités à une réunion ; 65 personnes se sont regroupées dans un Comité d'action pour obtenir un centre IVG (avortement et contraception) à l'hôpital Lariboisière. Vous n'êtes pas venus. »

Murmures parmi les rangs du PCF : « Tiens, on

n'a pas été au courant, l'information ne circule pas chez nous. » On entend dire tout haut : « Moi je serai à votre prochaine réunion » et le tract des groupes femmes circule dans l'assistance.

La responsable PCF : « La loi Veil a été votée grâce à nous. » Là encore, plusieurs interventions remettent les choses à leur place et rappellent les luttes de masse menées en 73 et 74 par des organisations comme le MLAC.

Réponse de la tribune : « Nous luttons pour l'avortement depuis au moins dix ans, mais il y a dix ans, les femmes ne venaient pas à nos réunions quand nous en faisons. Maintenant, c'est différent, les mentalités ont évolué. »

A PROPOS DES GROUPES FEMMES

Enfin, une participante exprime son indignation devant la description injurieuse faite des groupes femmes par Marchais. La réponse se fait attendre, mais une élue finit par dire : « Nous ne sommes pas d'accord avec les groupes femmes parce qu'ils divisent les hommes et les femmes. »

Plusieurs militantes des Groupes Femmes inter-

vient alors. Elles expliquent qu'une telle présentation de leur mouvement est totalement fautive. Elles font partie d'un courant, majoritaire sur Paris, qui veut justement lier lutte de classes et lutte contre l'oppression des femmes.

Depuis la salle, on leur demande de préciser leurs positions et leur projet politique : « Nous ne sommes pas pour le Programme commun, mais pour la lutte de classes, pour un changement radical de société et pour le socialisme. Reconnaissez qu'il existe un mouvement de masse, positif, en dehors de votre parti. »

En résumé, une réunion qui a permis à des militantes des Groupes Femmes de rétablir un minimum de vérité, devant un certain nombre de militants et de militantes du PCF attentifs et dont certains se posent visiblement des questions.

Pour clarifier le débat, pour éviter toute possibilité de récupération par le PCF du mouvement des femmes, il apparaît cependant nécessaire de préciser plus nettement les points de désaccord entre les groupes femmes et le PCF, pour éviter que celui-ci ne continue ses manœuvres récupératrices.

Maryse OLLIER

Annulation d'élections

Le Conseil constitutionnel, qui avait déjà annulé l'élection de Marie-Thérèse Goutmann, député PCF de Seine St Denis, vient également d'annuler celle du socialiste André Cellard, élu dans la 2^e circonscription du Gers.

Le secrétariat du Comité central du PCF vient de proposer que les deux candidats invalidés soient soutenus dès le premier tour par l'ensemble des partis de gauche.

Pour le siège de Seine-Saint-Denis, la date du premier tour est fixée pour le 16 juillet

PCF-TF 1

Une délégation du bureau politique du PCF a été reçue par Jean-Louis Guillaud, PDG de TF 1. Il s'agissait pour les dirigeants révisionnistes de réclamer davantage de pluralisme dans l'information télévisée. Ce qui signifie pour le PCF qu'on voie Marchais plus souvent à la télé et que les journalistes de ce parti puissent y être embauchés.

Décrispation

Maurice Faure sera reçu ce mardi par Giscard. Les discussions porteront sur les problèmes européens. Officiellement, il n'est pas question que les entretiens s'égarerent sur d'autres sujets. Maurice Faure a pris des précautions oratoires pour expliquer que cette rencontre n'engageait pas le MRG.

Petite chronique des contradictions dans le PCF

Michel Barak, militant du PCF à Aix-en-Provence, sert comme l'on sait de boîte aux lettres pour la pétition des 300, aujourd'hui 1 212. La direction de son parti venant de l'attaquer personnellement et avec la virulence appropriée, sa cellule vient de publier dans *Le Monde* une « mise au point », où elle se déclare solidaire des positions de Barak. A tout hasard, des militants du PCF bien dans la ligne se mettent aussi à envoyer des lettres au *Monde*.

Pour compléter les choses, la revue *Nuestra Bandera* revue théorique du PCE, a publié dans son dernier numéro la série d'articles d'Einstein déjà parus dans *Le Monde*.

On attend avec intérêt la réaction de la direction du PCF : accusera-t-elle les dirigeants du PCE de faire le jeu de la droite et de la social-démocratie ?

Chirac cumule

Le tribunal administratif de Paris statuera avant le 14 juillet sur le cumul des fonctions de conseiller général de Chirac. Georges Sarre, président du groupe socialiste au Conseil de Paris, avait déposé un recours en avril 1977. Il faisait valoir que Chirac, étant déjà Président du Conseil général de Corrèze, se trouve assurer les mêmes fonctions à Paris, puisque la commune de Paris est aussi département. Le tribunal, saisi de cumul de mandats, a mis son jugement en délibéré.

St Quentin en Yvelines : impôts locaux + 34 %

Les contribuables de Saint-Quentin-en-Yvelines vont faire grise mine. L'Etat a refusé la subvention de 45 millions demandée par le Syndicat communautaire d'aménagement de la Ville nouvelle : cette subvention ne sera que de 15 millions. En conséquence, l'accroissement prévu des impôts locaux (8 %) va subir une importante révision en hausse. L'augmentation sera de l'ordre de 34 %.

Le Président de la Chambre de Commerce se passait des commandes

M. Henri Ducassou, membre du Conseil Économique et Social, vice président du Conseil Économique et Social de Bretagne, était également président de la Chambre de Commerce de Bretagne, de 67 à 76. Durant cette période, la Chambre de Commerce décida de refaire le port de pêche de Lorient, dont elle assurait la gestion. La société de travaux publics Henri Ducassou se vit confier les travaux...

Le Tribunal de Grande Instance de Lorient a trouvé que cela était un peu trop voyant. M. Ducassou a été condamné à cinq ans d'incapacité d'exercer toute fonction publique. Cela sent fort le règlement de compte...

Le PCF pétitionne

Qu'on se le dise, le PCF est à l'avant-garde des luttes. La preuve : le battage qu'il fait à propos de l'augmentation de la carte-orange. Celle-ci devant augmenter de 20 % à dater du 1^{er} juillet, le PCF prépare une riposte énergique : des milliers de signatures ont été collectées.

L'Humanité annonçait pour ce lundi une manifestation à Paris : une délégation se rendra au siège du ministère des transports. « Ils remettront là deux mille signatures de refus de l'augmentation de la carte-orange, 20 000 soutien aux quatorze propositions des députés communistes pour une réelle amélioration des transports. La caravane de voitures sera précédée d'une diligence conduite par des chevaux. »

A défaut d'avoir pris le pouvoir, on peut toujours jouer au carnaval. Ça ne sert à rien, mais ça fait toujours passer un moment.

Debré : discours contre l'Europe supranationale

A l'occasion d'une commémoration de l'appel du 18 juin, Debré a vivement critiqué la notion d'une Europe supra-nationale. « Une école dont je ne saurais trop dénoncer l'impudence et la nocivité tente d'accréditer l'idée que n'est pas européen quiconque n'est pas supra-national. Pour clouer au pilori cette école, il a appelé à défendre « les droits sacrés de la patrie française. »

Meeting nazi interdit près de Melun

A Blandy - les - Tours, près de Melun, une association « culturelle » avait loué le château pour y fêter le solstice d'été. Les habitants ont protesté quand ils ont vu débarquer une quinzaine de personnes avec casques à pointe et voitures de l'armée allemande.

Les gendarmes alertés par la municipalité découvraient au château des emblèmes nazis : le groupe était prié de se disperser. Une arrestation a été opérée, celle d'un ancien milicien recherché pour vol.

Municipales partielles : fort taux d'abstentions

Recul de la gauche, surtout du PCF

Trois élections municipales partielles ont eu lieu dimanche. Dans les trois cas, le PS et le PCF présentaient des listes séparées.

- A Briançon, la liste de droite conduite par Dijoud l'a nettement emporté dès le premier tour. Elle obtient 20 élus sur 22 sièges à pourvoir. Deux sièges restent en ballottage. Au premier tour de 1977, la majorité n'avait eu qu'un seul élu.

- A Aix-en-Provence, ballottage très serré. Le taux d'abstention est de 44 %. La liste de droite obtient

49,5 % des voix, la liste PS 35 %, le PCF 15 %. Par rapport aux municipales de 1977, la droite gagne des voix, malgré la baisse du nombre des votants. Le PS perd quelque 1 700 voix, mais reste stationnaire en pourcentage. Le grand perdant est le PCF, qui passe de 24 % à 15 % des suffrages exprimés.

Le second tour sera extrêmement serré, la gauche ne pouvant compter emporter la victoire qu'en cas de report parfait des voix du PCF sur la liste du PS.

- A Fiers (Orne), il y a eu 44,5 % d'abstentions. Le second tour sera, là aussi très serré, le total des voix de gauche étant identique, à une vingtaine de voix près, à celui de la droite.

Quelles leçons retenir de ce premier tour ? D'abord le fort taux d'abstention, sans comparaison avec celui des municipales de 1977. Ensuite une baisse de la gauche, tant en voix qu'en pourcentage. Le plus grand perdant est le PCF, qui perd partout, parfois nettement, comme à Aix. Cela confirme la tendance déjà constatée à Orléans, où des municipales partielles où la gauche s'était présentée divisée avaient vu un net recul du PCF.

COMITÉ DIRECTEUR DU MRG

Le comité directeur du MRG s'est réuni samedi dernier et a procédé à l'élection de ses représentants nationaux. Il s'agit d'Auguste Billimaz, sénateur de l'Ain, de Roger-Gérard Schwartzberg.

Jean-Michel Baylet et Jean-Denis Bredin. Le comité directeur a également élu ses huit secrétaires nationaux, tous de la tendance de Michel Crépeau.

abonnez-vous

abonnez vos amis



LA CARTE D'ABONNE AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT

A un abonnement à :

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCR ml.
- *Pékin Information*.
- *La Chine en construction*.
- Réception du *Manifeste pour le Socialisme*.

et à un livre ou un disque au choix :

Le tome V de Mao Tsé-toung,

Ou parmi les livres :

- *Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un communard* (Paule Lejeune)
- + *La Commune en bandes dessinées*
- *Les dix jours qui ébranlèrent le monde* (John Reed)
- *Ma plume au service du prolétariat* (Haoran)
- *Danger ! Amiante* (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu, CFTD, CGT, FEN)
- *La Commune de Paris* (Lissagaray)
- *La Chine à la mort de Mao* (Alain Bouc)
- *L'usine de la peur* (Daniel Bouvet)
- *Salaire aux pièces*
- *L'électro-nucléaire* (CFDT)
- *Nucléaire, danger immédiat*
- *Les écoles rurales, quel avenir ?*

Parmi les disques :

- *Kan Bale lu poblek breizh*, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons.
- *Viva la Vida*, Carlos Andreou.
- *Terre de ma patrie*, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balaline.
- *Radio Renaissance*, chants interprétés par le GAC.
- Au choix, disques chiliens : *Checca* □ *Chile* □ *Resistencia*
- *Naussac*
- *La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants*.
- *Ki Du* (Gilles Servat)
- *Ça branle dans le manche* (François Tusques)
- *Le pouvoir des mots* (Gilles Servat)
- *Dansons avec les travailleurs immigrés* (François Tusques)

Sur présentation de la carte «abonné-ami» du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml
- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

Nom (en capitales).....
Prénom.....
Ville.....

Date :

- Abonnement normal 350 F
- Abonnement de soutien 600 F
- ... F

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix. Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages.

POLITIQUE

Nanterre

LE VRAI VISAGE DE LA GESTION DEMOCRATIQUE

Depuis le 7 juin, les ouvriers communaux de Nanterre sont en grève. L'objet de la grève est précis : il s'agit de faire appliquer un arrêté ministériel de septembre 77, relatif au reclassement des OP 2. Cet arrêté ministériel n'est d'ailleurs pas tombé du ciel, et les ouvriers communaux ont eu à lutter pour l'imposer au gouvernement.

Pourtant, il se trouve qu'à Nanterre, le maire refuse de faire appliquer ce que le gouvernement a dû concéder. Ce maire, ainsi que tout son conseil municipal, est membre du PCF. Si l'on s'en réfère à la lettre qu'il a fait envoyer au syndicat CGT des communaux de Nanterre, ce

maire-patron du PCF a des arguments tirés directement du CNPF. Qu'on en juge : il n'est pas contre ce reclassement mais en fonction des critères suivants : «Promotion basée sur des critères d'efficacité, de valeur professionnelle, d'assiduité», etc. Ce qui est en totale contradiction avec l'arrêté ministériel.

Il y a plus encore. Ce maire-patron ne se contente pas de se servir des arguments du CNPF, il en crée de nouveaux, directement issus du PCF, et dont il pense qu'ils feront effet face à des syndiqués CGT : «Toutefois, il sera tenu compte pour de telles nominations de la qualité du travail fourni en général. Il (le bureau municipal)

considère important et indispensable de respecter ce principe, qui est d'ailleurs celui d'un syndicat de classe comme la CGT (...)

Nous avons toujours exprimé notre crainte et nous continuerons à l'avoir — de voir se diluer progressivement les notions de qualifications professionnelles avec les différences que cela comporte, et de hiérarchie (...). Les négociations n'ayant jamais été rompues de notre part, et de votre côté, ayant pris la responsabilité de faire grève, ce qui est votre droit, le Bureau Municipal considère que dans ces conditions, il n'a pas à rémunérer vos arrêts de travail. D'ailleurs je dois vous préciser également qu'il con-

sidère que le droit de grève est une conquête des travailleurs et que nous défendons ardemment pour tous.

Mais que notre forme de soutien, et pour donner toute sa valeur à cette forme de lutte la plus élevée, peut s'exprimer d'une autre façon que par le paiement systématique des jours de grève. Nous nous réservons donc dorénavant le droit d'examiner dans chaque cas notre forme appropriée de soutien et de solidarité.»

C'est donc au nom de la «démocratie» et de la «solidarité» que la municipalité-patron PCF s'oppose aux revendications des ouvriers.

Etat contre Paris

CHIRAC PERDANT

La guéguerre continue donc entre l'Elysée et l'Hôtel de Ville. Chirac avait décidé unilatéralement de réduire la part de la Ville de Paris, qui devait être de 292 millions de F, à 150 millions, faisant remarquer que les contribuables parisiens ont à payer environ quarante fois plus au titre des frais de police que ceux des autres grandes villes. Avant les législatives aucune décision gouvernementale n'avait été prise : ce n'était pas le moment d'attiser les querelles au sein de la majorité.

Mais dès le 30 mars, le gouvernement décidait l'inscription d'office au budget de la Ville de la rallonge de 142 millions. A partir de là, de multiples tractations ont eu lieu entre le gouvernement et la mairie, notamment la mise

● **Judi, le gouvernement a sommé la Ville de Paris de payer la rallonge de 142 millions d'us au titre des frais de police. Chirac a protesté virulemment contre ce coup de force, soutenu en cela par l'unanimité de son Conseil. Les impôts locaux devront subir une augmentation supplémentaire de 7 %, s'ajoutant à l'augmentation de 10,5 % déjà prévue. Le Conseil de Paris devait de réunir ce lundi en séance extraordinaire.**

en place d'une commission. Après de multiples attermoiemment, le gouvernement annonçait jeudi, par la bouche de Bonnet, qu'il n'était plus question d'arrangements. Tout au plus, sera-t-il possible à la Ville d'étaler son paiement... jusqu'au 31 décembre de l'année en cours. Chirac a donc décidé d'augmenter les impôts de 7 %, venant s'ajouter aux 10,5 % déjà prévus.

Le budget de la Ville était en excédent, ce qui

aurait permis, mais tout juste, de payer la rallonge sans augmenter les impôts plus qu'il n'était prévu. Mais l'excédent se serait ainsi trouvé à sec. Toute nouvelle dépense imprévue aurait donc provoqué un déficit du budget : or la loi prévoit que si la Ville de Paris se trouve en déficit, elle doit être mise sous tutelle. Chirac perdant son fief, cela aurait été une trop belle réussite pour Giscard. Les contribuables parisiens sont donc priés d'allonger la monnaie.

DU CÔTÉ DE L'OPPOSITION

Les élus de gauche, dans cette affaire, ont soutenu Chirac depuis le début. Ils ne s'avanceront pas cette fois jusqu'à voter la nouvelle augmentation des impôts. Le groupe PCF du Conseil de Paris, pour sa part, demande que la Ville exige une subvention de l'Etat ; les socialistes protestent contre la «capitulation» du Maire de Paris.

Les militants des partis de gauche sont quelque peu gênés aux entournures pour expliquer leur soutien à Chirac. Leur refus de voter les impôts nouveaux leur servira, à peu de frais, à se dédouaner du soutien qu'ils ont apporté au maire de Paris depuis le début de cette affaire.

F.NOLET

RASSEMBLEMENT UOP PARIS 11^e 12^e

Samedi 17 juin, à l'AGEGA, le rassemblement-débat organisé par le comité UOP Paris 11^e - 12^e a réuni une cinquantaine de personnes. Trois forums se sont tenus : sur la santé, où a été discuté le lien entre les luttes des travailleurs hospitaliers et les luttes populaires pour la santé ; sur les immigrés ; et sur les femmes, où a été approfondie la question du rapport entre les luttes des femmes et la lutte de classes : comment recentrer les luttes des femmes autour de celles des plus exploitées ; comment travailler à l'unification de la tendance

«lutte de classes» du mouvement des femmes. Une militante érythréenne a apporté d'intéressants témoignages sur les luttes des femmes pour leur libération dans le Tiers Monde.

Puis un débat a eu lieu autour du montage-diapo du COBA, sur la situation en Argentine et la mobilisation pour le boycott du Mundial.

Après un montage-diapo sur la marée noire, un débat intéressant s'est mené avec des représentantes des Amis de la Terre du 12^e : celles-ci pensaient que «si le capitalisme et le

profit étaient les principaux responsables de la pollution, chacun d'entre nous a sa part de responsabilité, en roulant en voiture par exemple. Pour ces camarades des Amis de la Terre, la lutte des classes est une réalité dont il faut tenir pleinement compte, mais tout ne peut pas s'y ramener.

Au cours du débat, on a vu que cette idée était liée à la conception étriquée de la lutte des classes qu'ont répandue les révisionnistes, et que la classe ouvrière, dans son combat, prendrait également en

charge tous les problèmes de la maîtrise de ses rapports avec la nature.

En conclusion, nous sommes tombés d'accord sur la nécessité de poursuivre ce débat et de regrouper les forces de tous ceux qui veulent combattre le capitalisme, afin de déboucher sur des actions communes.

Puis un débat autour d'un montage-diapo sur la récente grève à Renault a permis de tirer certains enseignements de cette lutte et d'apprécier sa signification politique dans la période.

Manufrance (Saint Etienne)

LE PLAN GADOT-CLET NE SE DISCUTE PAS, IL SE COMBAT !

Un recul du pouvoir, telle est l'appréciation de Joseph Sanguedolce, maire PCF et principal actionnaire de Manufrance, à propos du plan Gadot-Clet de restructuration de la firme stéphanoise. Pourtant s'il y a un recul à Manufrance, c'est bien sur le sort des travailleurs : 344 licenciés ferme, 30 pré-retraites à 56 ans, démantèlement en trois unités, perte d'avantages acquis... Le millier de travailleurs qui manifestait mercredi dans St Etienne en proclamant «Non aux licenciements !» veut la vérité sur Manufrance.

Tout est fait par la municipalité et la fédération PCF de la Loire pour obscurcir la situation. Désigner aujourd'hui le seul gouvernement comme responsable de l'«asphyxie» de M.F., c'est évacuer le constat nécessaire des mois écoulés depuis la crise ouverte avec le premier plan de restructuration de l'ex PDG Blanc (en 77). C'est trop facile !

Depuis les municipales de 77, c'est un millier de licenciements qui sont devenus effectifs, ce sont 2 périodes successives de chômage qui ont touché plus de 700 travailleurs. Les «montages financiers», à grand renfort de sociétés mutualistes (à direction PCF ou PS), n'ont rien donné. Gadot-Clet est le dernier en date d'une valse de 5 PDG en un an. Pour aboutir à quoi ? A la menace de dépôt de bilan qui sert de justification pour faire passer le plan Gadot-Clet de licenciements, de démantèlement et de liquidation des avantages acquis (qualifiés d'«exorbitants» par la propagande bourgeoise, alors que la convention dont dépendent les travailleurs de Manufrance est inférieure de 15 % à celle de certains métaux du Rhône, et de 18 % par rapport à l'Isère).

Ce plan est une provocation, une insulte aux travailleurs ! Près de 400 licenciements et des pertes de pouvoir d'achat avoisinant les 35 % : comment pourrait-on accepter cela ?

Monory, ministre de l'Industrie, a beau jeu aujourd'hui de dicter ses conditions : «dégraissage» maximum, entrée d'actionnaires à sa convenance, démantèlement de la firme du cours Fauriel... Oui, c'est bien «un chantage inadmissible» auquel se livre le gouvernement.

Mais il joue sur du veulours : Vennin, administrateur municipal PS, parle de «financement libérateur» et Sanguedolce de «recul du pouvoir» et de «déblocage de la situation», en parlant des 8 millions d'aumones de Monory, alors même qu'on sait que l'octroi des 32 millions manquants du Fonds de Développement Economique et social est soumis à une restructuration plus avancée encore de Manufrance.

«ÇA SUFFIT ! IL FAUT LUTTER !»

C'est le sentiment chez bon nombre de travailleurs, mutés au dépôt de Molina ou menacés de licenciement, de déqualification et dont les avan-

tages (primes, congés) sont en danger. «Manufrance est l'enjeu d'une drôle de bataille politique et économique entre Durafour, Neuwirth, la mairie, les boîtes concurrentes, le gouvernement... On ne sait pas trop ce que chacun mijote ; il y a même des délégués CGT qui ne savent rien de toutes les bagarres financières qui risquent de régler au-dessus de nos têtes le sort de la boîte et notre avenir». Cette inquiétude d'un travailleur, parmi d'autres, lors de la manifestation de mercredi, est fondée... Une certaine exaspération gagne les gars de Manufrance. Chacun, de la municipalité aux travailleurs en passant par les syndicats, sait qu'on est entré dans une phase critique... Sanguedolce parle de «plan de la dernière chance» et s'efforce de tourner la colère légitime des ouvrières uniquement contre le gouvernement et les «revanchards politiques» (autrement dit : Durafour).

La CGT, embarrassée au point de faire appel à Tronchon (de la fédération de la Métallurgie), marche sur des œufs et se déclare «prête à négocier ce qui est négociable». Mais la CFDT, qui sait que l'heure où directions syndicales et municipalités de gauche devront rendre des comptes face à des licenciés n'est pas si loin, prend ses distances : la direction CERES de l'Union Régionale Rhône Alpes ne tient pas à se mettre dans la situation de la Métallurgie CFDT à Renault !

Bonnevalle (UD de la Loire) dénonce le plan Gadot-Clet comme le «début d'un processus irréversible et un désastre pour la ville et le département où l'on compte déjà 27 000 chômeurs», et somme la municipalité de «sortir du guépier et des illusions qu'elle a créées». Face à la volonté nette des travailleurs de n'accepter ni licenciements, ni démantèlement, il y a même amorces d'une autocritique sur le rôle des organisations syndicales «qui n'ont que trop tergiversé, influencées qu'elles étaient par le rôle que croyait pouvoir jouer la municipalité. Trop de temps a été perdu alors que la situation empirait». Il est vrai que cela ne coûte pas cher de dire cela pour la CFDT, ultra minoritaire sur le terrain...

Mais alors que la manifestation indiquait clairement la combativité des travailleurs, résolu à défendre l'emploi et les avantages acquis, le mot d'ordre CFDT «le plan Gadot-Clet ne se discute pas ; il se combat» avait un profond écho. Et peu importe en définitive le calcul qui amène Pierre Héritier et la CFDT à proposer cette attitude : c'est bien la seule possible pour les travailleurs... du moment qu'elle se traduise dans l'action et la solidarité agissante. L'annonce du chômage technique infligé jusqu'en septembre à 416 travailleurs de Manufrance ne fait qu'en renforcer la nécessité !

Corr. St Etienne

Moulinex

Toutes les usines dans la lutte

Lundi matin à 6 heures, les cadres de Moulinex ont tenté un coup de force contre les grévistes qui occupent l'usine d'Alençon. Dans un premier temps ils ont distribué un tract sur «la liberté du travail» dans lequel ils appelaient les ouvriers à briser le mouvement de lutte contre la vie d'O.S., mené par les travailleurs de l'usine. Ce week-end, ceux d'Alençon ont été rejoints dans la lutte par les autres usines du groupe.

À Fresnay-sur-Sarthe, Villaines-la-Juhel l'usine est occupée, à Caen, les ouvriers sont en grève illimitée et envisagent la possibilité d'occuper, à Argentan, les débrayages se multiplient tandis que le mouvement s'enclenche à Mamers et Mayenne.

Le juge des Référéés a ordonné l'évacuation de l'usine sous condition que la direction ouvre des négociations par l'entremise d'un médiateur. C'est semblé-t-il, une procédure à la mode ces jours-ci. Mais comme à Renault-Flins, la direction fait la sourde oreille et envoie les cadres faire le coup de poing contre les travailleurs en lutte. Le mouvement qui a éclaté à Alençon est de la même nature que ceux de la Régie Renault et des arsenaux. Une révolte d'O.S.

contre les salaires de misère et contre les conditions de travail qui s'alourdissent. La similitude est grande comme à Flins avec le lancement de la R 18, la direction de Moulinex prétendait intensifier la production de son «robot américain». «La direction devient folle avec son nouveau matériel» nous dit un délégué syndical. Aussi, lancer une soixantaine de cadres contre les grévistes qui occupent n'est qu'une première étape, les flics ne tarderont sûrement pas à intervenir, déjà à 8 heures, les estafettes de la gendarmerie rôdaient autour de l'entrée où les ouvriers bloquent les portes. «On n'est pas prêts de laisser les portes» disent les O.S. en lutte, tracts en main ils popularisent leur lutte auprès des professionnels qui ce matin ont refusé de suivre la maîtrise pour briser le mouvement. Ces O.S., ce sont surtout des femmes qui refusent les 2 % d'augmentation que la direction leur a jetés en pâture au cours de négociations à Pâques : «Ce n'est rien» disent-elles, et ce n'est pas la répression qui s'est abattue sur 4 délégués traduits en «justice» qui entame leur détermination.

Bernard PELO

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom

Profession

Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225,
75 924 Paris Cedex 19

Lainière de Cambrai

La direction a dû reculer

Le 12 juin se tenait la réunion entre les délégués de la Lainière de Cambrai de la Lainière de Roubaix de Tourcoing et d'autres usines, avec la direction générale de la Lainière de Roubaix, sur le cahier de revendications déjà déposé précédemment. (voir QdP précédents).

À Cambrai, les ouvriers ont repris le travail le vendredi 16 juin à 14 h. Par leur lutte, ils ont obtenu une prime exceptionnelle de 150 F en juin, dès le 1^{er} juin, 50 F d'augmentation pour tous, avec garantie d'augmentation de 100 F minimum au 1^{er} juillet, quel que soit le résultat de la réunion paritaire nationale textile le 5 juillet sur les salaires, 20 heures de grève payées, le mois de juin payé totalement. Le reste des heures

de grève à rembourser de septembre à janvier. Ni sanctions, ni représailles envers le personnel gréviste.

La direction de la Lainière a donc cédé sur un certain nombre de revendications des grévistes de Cambrai. Il faut dire que la combativité des ateliers de la rue d'Oran, à Cambrai, n'a pas été affaiblie par l'intervention des flics. Le 12 juin, lors de la réunion avec la direction, une soixantaine de grévistes étaient présents ! La direction s'est enfuie, en claquant la porte, et en disant non à toutes les revendications posées pour l'ensemble des boîtes. Mais elle a dû reculer. Les acquis de Cambrai peuvent peser très positivement dans le développement des luttes à la Lainière, à la rentrée, notamment à Roubaix.

Corr. Argenteuil

Argenteuil

1 200 MANIFESTANTS DE TOUTES LES USINES EN LUTTE...

«Esclavage moderne, ça suffit», «Profits, ça suffit, nous voulons une autre vie» ! C'est ces mots d'ordre, massivement repris par les 1 200 travailleurs d'Argenteuil présents à la manifestation de vendredi, que lançaient les grévistes de Roure et Bertrand, en tête du cortège. Manifestation combative, rassemblant le grand nombre de boîtes en lutte d'Argenteuil. La municipalité PCF, qui avait envoyé un quartier d'écharpes tricolores, s'est fait remettre à sa place : ces élus voulaient se mettre en tête de la

manifestation. Les ouvriers de Roure et Bertrand leur ont expliqué : «C'est nous qui sommes en lutte, ce n'est pas les écharpes tricolores qui doivent être en tête !». Et ils sont carrément passés devant. Dépités, les gens du PCF ont quitté les lieux...

Roure et Bertrand, c'est une usine chimique à Argenteuil : 300 salariés à l'usine et 100 au siège social. Depuis le 22 mai, ils faisaient 4 heures de grève par jour. Ils occupent désormais le siège social, sans toutefois bloquer les allées et venues. Ils

exigent la retraite à 60 ans, une augmentation uniforme de 250 F, la cinquième semaine de congés payés, le salaire minimum à 2 500 F, ils sont aujourd'hui à 2 000 F), une prime de transport de 100 F, et l'échelle mobile. Les deux entrevues avec la direction, qui n'ont pas duré plus de 7 minutes, n'ont rien donné.

Aux ouvriers de Roure et Bertrand, s'étaient joints pour cette manifestation appelée dans l'unité CGT-CFDT, ceux de Tréficable, en grève depuis mercredi pour la cinquième semai-

ne, le 13^e mois réel, les 40 h et la demi-heure de repas payée pour les équipes. Ceux de Sodex, en grève depuis 15 jours pour les 2 400 F, d'ADAR de Negrone, de la Sipab, de SPD... en lutte contre les licenciements.

Cette manifestation, par le nombre important de travailleurs qu'elle a rassemblés, par les mots d'ordre et la combativité, a été une étape importante pour le succès de toutes ces luttes qui se développent à Argenteuil

LUTTES OUVRIERES

RENAULT

Flins : l'atelier des presses tient toujours !

Lundi matin, l'atelier des presses était toujours occupé. Samedi, des négociations avaient été ouvertes entre la direction, les syndicats et une forte délégation de grévistes des grandes presses. Elles ont été suspendues dimanche et n'ont pas repris lundi, contrairement aux engagements de la direction. Celle-ci menace de lock-out l'usine, si l'atelier reste occupé, et peut même faire intervenir les flics. Le syndicat dénonce ce chantage que la direction utilise pour faire traîner les négociations.

La CGT parle à nouveau « d'actions dans toutes les usines Renault dès le début de la semaine ».

Le conflit des grandes presses va-t-il remobiliser les ouvriers de la Régie, dans les jours à venir ?

En Belgique aussi !

La grève des ouvriers de Flins, Cléon et Sandouville a des échos en Belgique. La production de Renault Belgique est arrêtée sur les chaînes de R 5. En ce qui concerne la R 14, pour ne pas bloquer complètement la production, les voitures sortent sans les pièces manquantes, équipées de roues de R 5, elles seront achevées sur le parking quand les pièces fabriquées à Flins parviendront à nouveau. Deux jours de chômage technique ont déjà été imposés par la direction à l'ensemble des travailleurs, pour 70 ouvriers l'arrêt de travail sera d'une semaine. Les ouvriers belges sont très attentifs à ce qui se passe en France. La presse française est découpée et affichée, *Le Quotidien du Peuple* en particulier, nous précise notre correspondant. Le

tract informant sur la lutte des OS de la Régie a été lu et il existe un réel courant de sympathie parmi les ouvriers qui envisageaient de faire une grève de solidarité. En particulier il y a un mouvement de révolte contre la répression policière à Flins et Cléon. Les ouvriers de Belgique sont sensibles à cela, ne sortent-ils pas d'une grève de protestation contre le licenciement d'un de leurs camarades ?

Mais les syndicats français n'ont pas fait jouer la solidarité internationale en prévenant leur homologues belges comme prévu lors d'un contact l'an dernier. Cette absence d'informations « officielles » a servi de prétexte au refus de lancer une action de soutien.

Corr. Belgique

CALBERSON EN LUTTE DEPUIS LE 11 JUIN



Vendredi matin, aux alentours de 11 heures. A l'entrée de l'entreprise Calberson, avenue de Clichy, dans le 17^e arrondissement de Paris, un groupe compact d'ouvriers en bleus, avec leurs casques de travail. Des deux côtés, des banderoles rappellent la grève des manutentionnaires, qui a démarré le 1^{er} juin, ici même, mais aussi aux entrepôts Ney et à Mac Donald.

« Nous avons déjà commandé un sapin de Noël »

nous déclare d'entrée un gréviste. « Oui, nous sommes prêts à tenir le temps qu'il faudra. » Chacun raconte : « Hier, on a commencé les roulantes, dans toute la boîte. On va partout, c'est la première fois qu'on peut voir l'ensemble de l'entreprise... On a inauguré « la quinzaine des jaunes » : on peut voir des chefs qui essaient de conduire des chariots élévateurs... » Parmi les grévistes, les mots d'ordre sont nés, ont été repris et circulent. Par exemple : « Petit

salaire, petit travail. » Certains ajoutent : « Pas de salaire, pas de travail. » Des grévistes montrent une lettre, qu'ils viennent de recevoir : un message au personnel de la direction de Calberson, qui parle du « caractère illégal de la grève qu'ils avaient déclenchée », d'une volonté de la part des syndicats, « de saboter l'outil de travail qui nous fait vivre tous... » Ces lettres ont presque toutes été déchirées : pour les manutentionnaires en lutte, une

chose est sûre : c'est eux-mêmes qui décident de la poursuite de la lutte, de l'heure et de la forme du débrayage, et ils sont tous solidaires des délégués frappés d'une menace de licenciement ; pour preuve, ils refusent de discuter de leurs revendications, tant que les licenciements ne sont pas levés ! Depuis 76, ils ont progressivement repris leurs affaires en main, lors de mouvements de grève. Cette fois, ils en sont presque à 20 jours de grève, ce qui ne s'est jamais vu dans l'entreprise où le paternalisme a régné pendant des années. Aujourd'hui, cette époque est vraiment terminée : lors du fameux CE qui a décidé le licenciement des trois délégués, grâce aux voix du syndicat affilié à la CSL et à la voix « prépondérante » que s'est octroyée le patron, les gars ont bruyamment manifesté sous les fenêtres, pendant une heure et demie. Aujourd'hui, les chefs amenés de province pour remplacer les grévistes sont aux aguets : à quelle heure vont-ils débrayer aujourd'hui ? Chaque jour, ça change, et ces débrayages se doublent d'un sérieux ralentissement du travail.

Le paternalisme ne jouant plus, ce sont les menaces : contre les caristes surpris à « rouler au pas », la modification des dates de congés demandés par les manutentionnaires, le refus des acomptes... Mais cela ne fait pas reculer les grévistes. Ils savent que Calberson peut payer : ne vient-on pas de voir la photo de l'Alpine de Calberson dans *Le Parisien Libéré* ? Ils savent aussi qu'en un seul jour de travail au service Calexpress, le plus juteux, le patron ramasse de quoi les payer pour un mois... Ils savent aussi que le transfert du travail sur des filiales, la transformation de centres de province comme Lyon en nouvelles plateformes, ne peuvent vraiment débloquent la situation pour la direction : à Lyon aussi, les manutentionnaires sont en lutte.

Monique CHÉRAN

Elections au CE chez Berliet

La CGT progresse aux élections au CE de Berliet de 2,3 % dans le collège ouvrier, de 3 % et un peu plus dans le collège employé et de 0,5 % dans le collège technicien.

Ce résultat montre que la CGT dans la nouvelle période de luttes dures qui s'ouvre, a pu par son discours « à la lutte » canaliser à elle le mécontentement et faire oublier relativement son rôle dans la période électorale. Cela lui a été d'autant plus facilité par l'attitude de la CFDT qui prend pour le moins sur l'usine, le sillage de FO, syndicat discrédité depuis longtemps. Mais tout n'est pas pour autant si rose pour la direction syndicale CGT : à noter les résultats de CD 1-Montage Camions, où elle perd 60 voix par rapport aux élections précédentes au CE. Ce qui représente moins 4,5 % des suffrages exprimés et moins de 12 % de ses propres voix, les deux tiers ne se reportant ni sur la CFDT, ni sur FO. Elles expriment sans aucun doute la méfiance des travailleurs vis-à-vis de l'attitude de la direction syndicale CGT face au mouvement de lutte contre les conditions qui a eu lieu il y a quelques mois, et à son refus de reconnaître ses erreurs.

Corr. Berliet

A Berliet, Lyon-Feuillat

LES TRAVAILLEURS FONT FACE A LA DECISION DES REFERES

● Sur la lancée d'une grève de secteur aux express puis à l'emballage, la grève s'est étendue depuis mercredi dernier à toute l'usine, suivie à 70 %. Des travailleurs revendiquent 300 F d'augmentation uniforme pour tous, le P 1 pour tous aux express et à

Après avoir fait des propositions de division, propositions refusées par les travailleurs, la direction qui misait sur le pourrissement de la grève doit déchanter. Aussi, vendredi, elle a attaqué les représentants syndicaux en référé, pour la levée des piquets de grève et entrave à la liberté du travail. Car cette grève lui fait mal. Comme l'a révélé l'avocat de la direction, ce sont 120 tonnes de pièces de rechange par jour pour le monde entier qui restent bloquées, et par conséquent une source de liquidités immédiate pour l'entreprise tarrie.

Les travailleurs avec leurs syndicats ont organisé la riposte. Plus d'une centaine d'entre eux sont arrivés au Palais de Justice vendredi formant un cortège de voitures sur les

quelles on pouvait lire : « Non à la justice des patrons ! Non aux atteintes au droit de grève, non aux attaques policières ! », les autres grévistes restant au piquet à l'usine. L'avocat de la défense a dénoncé les atteintes aux droits de la défense, du fait de la rapidité de la convocation. En effet, 19 heures seulement se sont écoulées entre la mise en demeure et le procès. Il a fait ensuite l'éloge de cette action exemplaire des travailleurs et dénoncé l'atteinte aux droits de grève que constituait cette convocation en référé. Il a pu présenter au juge plusieurs dizaines d'attestations de non-grévistes, dont certains avaient joint une photocopie de leur carte d'identité attestant qu'ils n'avaient pas été empêchés de travailler. Si

l'emballage, la suppression de la note 127 qui s'applique au secteur de la rénovation-moteur menacé de démantèlement, note qui entraîne la déqualification, la perte des avantages acquis et finalement le licenciement.

ceux-ci n'ont pas rejoint la grève, ils n'y sont pas hostiles, au contraire. Mais ils sont tenus soit par les traites immédiates, soit par le fait que le conjoint est lui-même menacé de licenciement, soit, comme c'est le cas pour ceux de Saviem, tenus par leurs contrats de déplacement. Le jugement a été reporté, il sera rendu lundi.

Les travailleurs convaincus d'être dans leur droit pensent qu'ils vont gagner, bien qu'ils se méfient, car ils ont pu voir au début de la séance, comment la justice saisissait les chômeurs pour non paiement de loyer, et le mépris dans lequel elle tient les ouvriers par le refus de prendre en compte les explications des travailleurs saisis par un jugement expéditif, où l'accusé n'a pas toujours

d'avocat, par des parlottes du juge qui ne veut surtout pas être entendu de l'assistance.

Les acquis de cette journée sont importants. La riposte à l'attaque de la direction en justice a permis une première popularisation en-dehors de l'usine. La détermination des travailleurs s'est renforcée, car ils se sentent dans leurs droits et savent que leur lutte fait mal à la direction. Aussi, se préparent-ils à affronter les prochaines attaques qui pourraient être, si le jugement est défavorable, l'expulsion de piquets de grève ou le lock-out. Une lutte à Feuillat, qui risque fort de faire du bruit dans la région, dans les jours qui viennent.

Corr. Lyon

Achetez le
Quotidien
du Peuple
chaque jour
dans le
même
kiosque

Arsenal de Brest

«Continuons le combat» c'est l'exigence de l'heure à l'arsenal de Brest, où les travailleurs sont déterminés à aller jusqu'à la satisfaction de leurs revendications, notamment le respect du décret de mai 1951. Ce décret, les ouvriers des arsenaux l'avaient obtenu de haute lutte : un mois de grève dure où les affrontements avec les flics avaient endeuillé leurs rangs. Il représentait une augmentation de salaire de 40 % dont 16 % la première année de son application. En 77 il fut remis en cause «hypocritement», pour un an, en application du plan Barre. La situation politique de l'époque avait noyé la riposte dans l'échéance électorale où les partis de gauche étaient sûrs de la victoire.

A l'arsenal de Brest, en effet, de nombreux travailleurs ont soutenu le PCF. Cette fois, l'application du décret est suspendue en vertu du plan Barre, jusqu'au rétablissement de l'économie : autant dire jusqu'aux calendes grecques ! Les travailleurs ne sont pas d'accord, ils ne peuvent pas attendre en subsistant, les bras croisés.

LES JEUNES AUSSI !

A l'arsenal de Brest, la grève est partie du bassin 10, où sont carenés les sous-marins nucléaires. Les salaires y sont les plus bas. Les jeunes, qui forment la masse des travailleurs du bassin 10, n'ont pas attendu. «Les jeunes veulent leur 51», ils veulent surtout préserver les acquis que leurs aînés ont obtenus dans une lutte sans merci ; ils sont prêts à se battre pour cela.

AU FIL DE LA LUTTE

Vendredi, le bassin était lock-outé. Les travailleurs se sont retrouvés devant une porte close où la garde des gendarmes maritimes avait été renforcée. Les maîtres-chiens paraient avec leurs chiens de guerre. Les travailleurs rejoignaient alors les autres ateliers, où ils découvraient des cars de CRS camouflés dans les recoins de l'arsenal. Environ 2 000 CRS se trouvaient ainsi prêts à intervenir dans l'arsenal. Malgré cette occupation policière, ils continuaient, révoltés, leur grève sur le tas, formant des groupes de discussion, s'organisant pour assurer

l'occupation pendant les heures de repas. Ainsi ils ont été pris en deux bordées, dans les restaurants coopératifs, où les travailleurs avaient préparé leur subsistance. Un doute planait cependant sur la conclusion de cette journée. La préfecture maritime avait fait une mise en garde, insistant sur le fait que l'arsenal était une enclave militaire, menaçant ceux pour qui l'occupation de nuit était à l'ordre du jour. Les directions syndicales ont négocié un compromis : la sortie des travailleurs se ferait à 20 h 30 au lieu de 18 h comme à l'habitude, permettant aux requis de rejoindre les autres travailleurs.

LES REQUIS

A 18 h, les «requis», ceux qui ont été réquisitionnés, ont fini leur tâche quotidienne et décidé de rejoindre leurs camarades. Ils le feront aux accents de l'Internationale. Les responsables CGT les suppliaient de «ne pas céder aux provocations», car la révolte est grande chez ces travailleurs. Mais qui sont ces requis ? Au nombre de cinquante, ils sont dans l'obligation de rejoindre leur poste et d'assurer le travail normalement sous peine d'être contraints par la force. Ils travaillent à l'Île Longue, où sont basés les sous-marins nucléaires et assurent leurs travaux d'entretien. «La direction s'en fout.» «En ce moment, il n'y a presque pas de boulot et nous l'assurons. La grève ne la gêne pas beaucoup, tant que nous, les

CE N'EST QU'UN DEBUT...

● Lundi matin, 5 000 manifestants défilent dans les rues de Brest ● Les ouvriers de l'arsenal sont consultés par les sections syndicales sur la poursuite du mouvement. Ils sont décidés à poursuivre la lutte ● Le député UDF de Brest sommé de s'expliquer sur la politique gouvernementale par les manifestants



requis, nous serons obligés de travailler. La direction nous faisant bosser, ça lui donne la possibilité de laisser pourrir le mouvement à l'arsenal.» Les requis n'attendent qu'une proposition concrète de leurs syndicats pour ne pas rejoindre leur poste, ce qui permettrait de renverser le rapport de forces en faveur des travailleurs de l'arsenal.

Ceux de l'Île Longue regrettent aussi l'isolement dans lequel ils se trouvent, l'information sur ce qui se passe dans les autres ateliers ne leur parvenant pas facilement.

PAREIL AUX AUTRES

Un des autres aspects de l'arsenal, c'est la présence de nombreuses entreprises de sous-traitance : un moyen pour la direction de l'arsenal de faire pression sur les effectifs et les salaires. Les travailleurs des entreprises de sous-traitance effectuent la plu-

part du temps les mêmes tâches que les autres travailleurs de l'arsenal pour des salaires beaucoup plus bas et sans la «sécurité de l'emploi», bien que ce dernier point ne soit plus tellement assuré pour ceux de l'arsenal, ou du chantier. Ceux de l'arsenal travaillent sur les postes-clés, comme les compresseurs ou les générateurs, les entreprises sous-traitantes ont mis leurs travailleurs au chômage technique ; mais eux aussi sont déterminés à rejoindre leurs camarades de l'État pour obtenir des améliorations de leurs conditions de vie ; alors, comme tous ceux de l'arsenal depuis 51, ils veulent «se sentir pareils aux autres».

Sur l'arsenal même, une très grande majorité de travailleurs sont révoltés, et participent activement à la grève sur le tas : «Ce pour quoi on se bat, c'est primordial». Pourtant les directions syndicales conti-

nent à répondre par des propositions d'action bien en deça de ce qu'attendent les travailleurs. Après le compromis de vendredi, ils ont manifesté leur colère, au moment où ils sont partis de la porte Ceferelli pour rejoindre la préfecture maritime. Manifestation combative, bien qu'elle ait regroupé moins de monde que celle de jeudi. Le noyau dur se formait autour de ceux du bassin 10, où les poings levés appuyaient les slogans.

UN LONG WEEK-END

Partis à 20 h 30 de l'arsenal, les travailleurs arrivaient vers 20 h 50 à la préfecture maritime où un responsable CGT prenait la parole pour les quatre centrales CGT, CFDT, FO et CFTC. Le point est fait, et lorsqu'on annonce que le conflit touche 63 établissements et arsenaux, que 60 000 travailleurs sont en grève, les applaudissements fleurissent de toutes parts. Mais aucune perspective d'action n'est alors proposée pour lundi : «Soyez présents à l'heure normale pour la reprise, où l'on vous transmettra les actions prévues !» A 20 h 55, c'est la dispersion. Les travailleurs ne

savent pas pourquoi ils ont fait une manifestation si courte alors qu'ils auraient pu passer dans le centre ville notamment par la rue de Siam. Ceux du 10 continuaient à crier des slogans et à chanter le poing levé, tandis que de nombreux travailleurs restaient, hésitant à rejoindre aussi rapidement leur domicile. Quel sera le poids du week-end, deux longs jours passés hors de l'arsenal, sans actions de popularisation, sans perspectives tracées pour lundi ? Les travailleurs ont réussi à imposer leur volonté commune de faire un mouvement unitaire par dessus les divergences de leurs syndicats. Il leur reste à imposer les moyens d'assurer leur victoire alors que souffle un vent de défaitisme chez les responsables syndicaux. Un responsable CFDT ne nous déclarait-il pas : «La grève est perdue, on est prêt à se contenter d'un report d'un an de l'application du décret.» Malgré tout, devant tenir compte de la volonté de lutte des gars de l'arsenal, les syndicats réunis samedi matin finissaient par appeler les ouvriers à une manifestation lundi à 10 h.

Pierre CHÂTEL

Le peuple au quotidien

«A Citroën Aulnay, si t'as ta carte de la CFT, t'es pas licencié même si t'as plus de trois avertissements».

Il est ouvrier à Citroën Aulnay au montage ; il monte des glaces, des baguettes sur une chaîne : 131 voitures par jour, 2 minutes pour les monter ; il y a un ouvrier de chaque côté de la chaîne. Il travaille en 2 x 8 de 7 heures moins vingt jusqu'à 3 heures 10, 3 h 10 à minuit moins vingt.

Il a dix minutes le matin pour casser la croûte à l'atelier, la chaîne s'arrête pendant ce temps. On mange à côté de la chaîne. Le midi, il a une demi-heure pour manger. La cantine est à 5 minutes. Pour aller aux toilettes, il faut aller voir le chef pour mettre un remplaçant. C'est le régleur qui vient. Pour l'équipe de l'après-midi, il y a aussi pareil le casse-croûte de 10 minutes

l'après-midi. Il change d'équipe tous les quinze jours. Son point de vue, c'est que c'est la dictature à Aulnay. «On n'a le droit de rien faire. Juste dix minutes de pause. On nous laisse pas sortir cinq minutes, même pour laver les mains». Pour arriver au vestiaire, se déshabiller, prendre les cars, il lui faut 10 minutes. Ce temps perdu n'est même pas compris dans le temps de travail ni le soir, ni le matin. Il souffre du racisme : «Il y a plein de racistes, je me fais injurier».

«En 74, il y a eu un chômage partiel, il n'y avait pas de travail, nous avaient-ils dit». Cependant, il n'y a pas eu de grèves. «A Clichy en 75, ils ont essayé de faire grève pour les augmentations de salaires parce qu'il y avait eu un gars tué.»

On lui a demandé de prendre sa carte à la CFT. «On me la repropose souvent. Moi je refuse, mais il y en a qui acceptent

car ils ont peur. On m'a proposé la carte en rentrant. J'ai dit que j'attendais quelques mois pour voir ce que c'était. Quelques mois après, j'ai dit non, je ne la prends pas. Alors ils m'ont changé d'usine. Le délégué CFT a prévenu le chef de secteur. En plus, il y a des interprètes pour les étrangers. Moi je préfère parler français parce qu'il y a alors des témoins, sinon il peut dire que j'ai dit ça, ça et ça...»

Il y a aussi des mouchards. Dès qu'il y a quelque chose qui ne va pas tu as un avertissement. Pour ceux qui n'ont pas la carte, au troisième avertissement tu es licencié. Pour ceux qui l'ont, ça n'a pas d'importance.

Pour tout dire comment ça se passe, il faudrait une journée. Je voulais pas aller à la chaîne. C'est parce que je n'ai pas la carte qu'ils m'y ont mis.»

Corr. 18°

Villefranche sur Saône : 170 licenciements à la CCR la lutte s'organise

Vendredi 16 juin à 6 h 30, la nouvelle tombait : sur les 370 personnes employées à la CCR, 170 allaient être licenciées !

Aussitôt l'ensemble des travailleurs décidait de ne pas prendre le travail. L'après-midi, une manifestation très combative avait lieu en direction des autres usines de Villefranche, en particulier Bonnet (filiale de Thomson-Brandt) et Calor. Un rassemblement était prévu pour le lundi 19 juin à la Bourse du travail afin d'envisager comment mener la lutte contre les licenciements à la CCR.

Corr. Villefranche sur Saône

Contre le retour de «Guernica» a Madrid

Un groupe d'Espagnols anti-franquistes et républicains lyonnais proteste contre la demande faite par le gouvernement espagnol de rapatriement du célèbre tableau de Picasso, «Guernica». Ce tableau avait été effectué par le peintre pendant la guerre d'Espagne, alors qu'il était l'invité du gouvernement républicain. Un tableau lui avait été officiellement commandé, mais il ne savait sur quel thème le faire. Le sanginaire bombardement de Guernica, utilisé par l'Allemagne nazie, comme un banc d'essai, s'imposa à lui. Picasso, qui le confia au Musée d'Art Moderne de New York avait refusé qu'il soit rapatrié dans l'Espagne de Franco.

Les signataires du *Manifeste Catalan et Républicain* s'opposent à son retour actuel.

Strasbourg : mobilisation contre une décharge polluante

La société Polysar déversait les résidus de ses ateliers dans une décharge située près de Strasbourg depuis janvier 76, à la suite d'un accord avec le Syndicat Intercommunal. Particulièrement polluante, cette décharge a fait l'objet d'une action des Amis de la Terre de Strasbourg. Le sous-préfet a dû demander au syndicat intercommunal de faire une demande de décharge en bonne et due forme. L'action se poursuit pour la faire refuser et obliger Polysar à retraiter ses déchets.

Une proposition de loi abolissant la peine de mort

L'HYPOCRISIE DE PEYREFITTE

● Douze députés dont dix inscrits dans les formations de la majorité ont déposé une proposition de loi visant à abolir la peine de mort, sans pour autant la remplacer par une «peine de sûreté». Peu

On se souvient que Peyrefitte, rapporteur de la commission d'études sur la violence, s'était déclaré lui-même hostile à la peine de mort, et la commission, à la suite d'un vote de ses membres, avait conseillé l'abolition, dans le cadre des mesures de lutte contre la violence. Giscard d'Estaing s'était lui aussi déclaré contre la peine de mort, «en tant qu'homme», durant la campagne des présidentielles. Depuis, ces distingués humanistes se retranchent derrière la raison d'Etat pour refuser tout débat à l'Assemblée à propos de la peine de mort. Toutes les précédentes propositions de loi, déposées par l'opposition n'avaient pas été retenues à l'ordre du jour. Et il est probable que celle-ci connaisse le même sort, dans

la mesure où sa mise à l'ordre du jour dépend des présidents de groupes et où les «projets» de loi gouvernementaux sont prioritaires sur les «propositions parlementaires».

L'hypocrisie en cette affaire atteint des sommets. Peine de mort légale ou non, toute l'histoire des démocraties bourgeoises montre que leurs gouvernements ont toujours recouru à la peine de mort de fait — c'est-à-dire la liquidation physique, qu'elle soit issue d'un jugement solennel, ou qu'elle prenne la forme d'un sordide règlement de compte lorsque cela les arrangeait. Dans les États des USA où est abolie la peine de mort, la police a liquidé froidement, et en groupe, des dirigeants d'organisations noires. En Italie, où les partis

convaincus de l'efficacité de leur action, les députés ont déjà reçu une réponse de Peyrefitte. Selon le Garde des Sceaux, «il n'est pas encore temps d'ouvrir le débat»...

du compromis historique sont opposés au rétablissement de la peine demandée par l'extrême droite, on défend dans les locaux de la police. En Allemagne, où la peine de mort fut abolie lors de l'écrasement d'un état nazi, qui l'utilisait comme méthode de gouvernement, on retrouve les détenus suicidés dans les prisons...

L'hypocrisie est portée à son comble lorsque nos visqueux humanistes prétendent «tenir compte de l'opinion publique»: «Le retour au sentiment de sécurité pourra seul permettre cette évolution» répondait Peyrefitte aux *Dernières Nouvelles d'Alsace* à propos d'un éventuel débat parlementaire sur la peine capitale. A quoi fait-il référence?

A l'angoisse par rapport

à l'avenir qu'éprouvent des millions de gens en écoutant Barre, ou à ce sentiment d'insécurité complaisamment entretenu par les plus hauts personnages de l'Etat et de la presse qui les flatte à chaque exploit sanginaire d'un truand?

Parler au nom d'une «opinion publique» qu'on préfabrique soi-même — ne serait-ce qu'en maintenant les grandes villes sous une occupation policière parfaitement inefficace contre le banditisme — relève des techniques d'intoxication.

Le faire en se disant «personnellement» opposé à cette opinion est une contribution indéniable à l'épaisse couche d'hypocrisie qui marque les méthodes de gouvernement de la classe bourgeoise.

E.B.

INTERNATIONAL

Chine : le social-impérialisme mis en cause dans l'affaire des ressortissants chinois au Vietnam

● Dans un commentaire intitulé : «Les mensonges ne sauraient cacher la vérité» le Renmin Ribao, organe du parti communiste chinois, rappelant la position chinoise sur l'expulsion massive des ressortissants chinois du Vietnam, a porté une appréciation sur plusieurs points fondamentaux en rapport avec cet événement. Le Renmin Ribao évoque notamment la question : qui sont les Chinois expulsés, ainsi que le rôle du social-impérialisme soviétique, dénoncé comme l'instigateur des mesures prises à l'encontre des ressortissants chinois.

«LA MAJORITÉ ÉCRASANTE DES RESSORTISSANTS CHINOIS NE SONT PAS CAPITALISTES»

(...) Les autorités vietnamiennes prétextent «la transformation socialiste» et «la lutte des classes» qu'elles mènent au Sud du Vietnam pour camoufler leurs crimes commis dans la persécution des ressortissants chinois dans cette partie du pays, et accusent la Chine qui s'oppose à leurs activités de persécution, de «s'être ingérée dans leurs affaires intérieures». Quelle calomnie ! Quiconque possède des connaissances marxistes, si peu que ce soit, comprend bien que la transformation socialiste des industries et commerces capitalistes doit viser les bourgeois et que sa méthode est de les priver de leurs moyens de production privés. Hoang song, membre du comité central du parti communiste du Vietnam, a admis récemment au Japon que les «Hoas» résidant au Sud du Vietnam étaient «dans leur majorité écrasante des travailleurs, soit le centuple du nombre des capitalistes». Il en ressort que la majorité écrasante des ressortissants chinois dans cette région ne sont pas capitalistes, mais travailleurs. Or, tout en contraignant tous les ressortissants chinois à prendre la nationalité vietnamienne, les autorités vietnamiennes ont privé bon nombre de travailleurs chinois de leurs moyens d'existence et les ont mis à la porte. Cette

persécution et cette spoliation flagrantes ne font que montrer qu'elles ont bafoué le socialisme (...).

«L'INSTIGATEUR ET LE PATRON EN COULISSE»

(...) Ce qui mérite attention, c'est que les agissements antichinois des autorités vietnamiennes ont été soutenus et applaudis par le social-impérialisme soviétique. La presse soviétique a accusé calomnieusement la Chine d'«avoir soulevé» le problème des ressortissants chinois et de «s'être ingérée dans les affaires intérieures du Vietnam». etc. Lorsqu'en avril dernier, les autorités vietnamiennes ont commencé à refouler massivement les ressortissants chinois, les mass-média soviétiques ont apporté de l'eau au moulin des autorités vietnamiennes pour persécuter les Chinois, en préparant non sans zèle l'opinion publique. Ils qualifient ouvertement d'«ennemis» les ressortissants chinois et soutiennent de toutes leurs forces leur persécution. Qui plus est, l'Union soviétique a publié une multitude d'articles et d'informations bourrés de mensonges et de calomnies contre les ressortissants chinois résidant dans le Sud-Est asiatique, dans la vaine tentative de semer la zizanie entre la Chine et les pays de cette région. Tous ces agissements révèlent que le social-impérialisme soviétique est l'instigateur et le patron en coulisses des autorités vietnamiennes coupables du refoulement des ressortissants chinois et de l'hostilité à la Chine.

«UNE AMITIÉ, CULTIVÉE PAR MAO TSÉ TOUNG ET HO CHI MINH

(...) Les peuples chinois et vietnamien sont liés par une longue amitié traditionnelle. Dans les années difficiles de la guerre de résistance contre les Français et les Américains, les peuples des deux pays partageaient heurs et malheurs et se prêtaient soutien et encouragement. Les résidents chinois au Vietnam vivaient en bons termes depuis des générations avec le peuple vietnamien et partici-

paient activement à la révolution et à l'édification du Vietnam.

Cette amitié qui lie étroitement les deux peuples, cultivée par le président Mao Tsé-toung et le président Ho Chi Minh, a pénétré profondément dans le cœur de nos deux peuples. Consolider et développer sans cesse cette amitié et cette solidarité révolutionnaires correspondent aux intérêts fondamentaux des peuples chinois et vietnamien, ainsi qu'à leurs aspirations communes. Quand les ressortissants chinois se sont vus persécutés et expulsés du Vietnam, beaucoup de vietnamiens leur ont témoigné une profonde sympathie et leur ont accordé une aide importante, ce qui montre que les agissements des autorités vietnamiennes qui ont frappé d'ostracisme les chinois et saboté l'amitié sino-vietnamienne sont impopulaires aussi parmi le peuple vietnamien. Quant au peuple chinois, il continuera à œuvrer pour sauvegarder l'amitié traditionnelle entre les peuples chinois et vietnamien (...).

COMECON : projet de réforme critiqué par la Roumanie

Selon l'agence yougoslave Tanyoung, l'URSS tenterait d'imposer au cours d'une réunion au sommet à la fin de ce mois, une réforme des statuts du COMECON. Jusqu'ici, toutes les décisions prises par le COMECON devaient être approuvées à l'unanimité. La réforme des statuts aurait pour conséquence, de les faire approuver par une majorité seulement. Cette clause permettrait de faire passer plus facilement les exigences soviétiques afin d'accélérer l'intégration économique et de faire reculer l'indépendance des pays d'Europe de l'Est. Ce projet serait vivement critiqué par le gouvernement roumain.

●Vendredi dernier, le 16 juin, au cœur du ghetto africain de Soweto, dans l'église Régina Mundi, des milliers de jeunes Noirs en vêtements de deuil ont célébré le deuxième anniversaire de l'insurrection de Soweto. Les racistes avaient montré leur peur extrême du mouvement. Ils avaient fait des centaines d'arrestations préventives et organisaient des barrages et des contrôles autour des églises où se déroulaient les cérémonies. Ils montraient ainsi que le souvenir même de Soweto et le regroupement d'Africains pour le célébrer constituaient toujours une menace pour le régime raciste de l'apartheid.

Ces cérémonies se sont tenues sous le signe du deuil et du souvenir, mais aussi sous le signe de la lutte. Les orateurs, dirigeants d'organisations interdites, souvent tout juste sortis de prison, ont affirmé leur certitude de la victoire, la foule les saluant le poing levé et reprenant les mots d'ordre de «*Pouvoir noir*» et «*Nous vaincrons !*».

Deux ans après Soweto, malgré l'interdiction de toutes les organisations noires et la privation de toutes les libertés, les racistes n'ont pu faire taire la voix du peuple d'Afrique du Sud.

Il y a deux ans Soweto...

(Extraits de la brochure *Apartheid non ! : Afrique du Sud : un peuple sous le verrou*)

Le 16 juin des émeutes éclatent à Soweto, ville africaine située à une vingtaine de kilomètres de Johannesburg et se répandent rapidement dans les autres townships : Alexandra près de Johannesburg, Kagiso au nord de Pretoria. Elles touchent peu à peu certains Bantoustans tels que le Bophutha-Tswana et le Basotho Qwa Qwa, puis l'Université pour Noirs de Kwazulu près de Durban, tandis que les étudiants blancs manifestent en solidarité, à l'Université de Witwatersrand.

Le détonateur de l'émeute : l'imposition de la langue afrikaans aux écoliers africains. Ainsi non content de priver de toute représentation politique ou syndicale les dix-sept millions de Noirs dont les porte-parole sont en prison, bannis, en exil, morts sous la torture ou exécutés sommairement, le pouvoir blanc cherche à les diviser culturellement et à leur imposer la langue et l'héritage culturel de l'opresseur. L'entreprise de «*développement séparé*» chère au cœur des Afrikaners, implique que les enfants noirs ne fraternisent pas entre eux, ni avec les enfants blancs sur les bancs de l'école ou de l'Université ; qu'ils vivent dans des zones distinctes, qu'ils n'aient pas accès

aux mêmes emplois...

«*Il faut rétablir l'ordre par tous les moyens*» ordonne alors Vorster ; et tandis qu'à Soweto, Alexandra, Durban l'hymne national africain est entonné, que les cris «*d'Azanie libre*», de «*Pouvoir Noir*», sont repris par la foule, que les lieux symboliques de l'oppression, écoles, administration, bus... sont brûlés, détruits, interviennent les hélicoptères, véhicules blindés, brigades spéciales tandis que les milices blanches dévalisent les stocks d'armes.

Du 16 au 21 juin 1976, l'on dénombre ainsi, officiellement, 176 morts (dont de très nombreux enfants), 1 139 blessés, 1 298 arrestations.

Après une période d'accalmie relative, de nouvelles manifestations éclatent un peu partout dans le pays. Le pouvoir décide alors l'entrée en vigueur de l'Internal Security Act (loi sur la sécurité interne) et arrête aussitôt les dirigeants de la SASO (organisation des étudiants noirs) et de la BPC (convention du peuple noir). Au soir du 20 août 1976, le gouvernement publiera un bilan de 246 morts et de 1 400 blessés. Mais le bilan réel est, comme toujours, beaucoup plus élevé. L'on parle de 300 morts et 2 000 arrestations.

Deux ans après Soweto

Anniversaire de la lutte en Afrique du Sud

UN MINISTRE RACISTE A PARIS



Soweto : manifestation d'écoliers en août 1976

Soweto est notre sang chantant, poing levé en signe de Pouvoir Noir, plusieurs centaines de Noirs d'East London ; malgré la vague de répression, s'affirme, dans ces journées tragiques, l'unité du peuple noir d'Afrique du Sud qui revendique le pouvoir. Cela fait bientôt trois siècles que cette unité se forge dans le sang, dans l'exil, dans la résistance à l'opresseur. Celui-ci voit aujourd'hui, effrayé, un seul peuple se mettre debout, un peuple qu'il croyait avoir anéanti en multipliant les divisions, les cassures, les fractures tribales, ethniques, linguistiques, culturelles, raciales, socio-économiques.

Les 20 et 21 août, les manifestations de Port Elizabeth feront (toujours officiellement) 33 morts et 30 blessés. Les chefs de Bantoustans réunis pour étudier la situation, à l'exception de ceux du Transkei et du Bophutha-tswana, affirment leur opposition totale à l'indépendance des bantoustans :

«*Nous ne voulons pas abandonner notre droit de naissance à être sud-africain et notre part de l'économie et de la richesse du pays que nous avons construit en commun.*»

Le 23 août, les étudiants noirs de Soweto appellent à la grève des transports et

le mot d'ordre sera très largement suivi. Et voilà que, courant septembre, c'est la région du Cap qui prend le relais. «*Pour nous il n'y a pas de différence entre un Métis et un Noir, nous ne sommes pas des non-Blancs, nous sommes des Noirs*», déclarent les élèves métis du Cap, région où vivent 90 % des deux millions et demi de Métis d'Afrique du Sud. Du Cap, la révolte gagne les villes alentour ; villes blanches, townships ou villes métisses sont touchées et le bilan des victimes s'alourdit : 80 morts environ pour la seule journée du jeudi 10 septembre.

A Soweto, pendant ce

temps, des tracts annoncent une nouvelle grève générale. Le 13 septembre, à la veille de la seconde journée du voyage de Kissinger en Afrique australe, la grève sera observée par 90 % des populations de Soweto et d'Alexandra, tandis que le 15 une grève démarre dans la région du Cap... Le 21, un rapport publié par l'Institut Chrétien d'Afrique du Sud fait état de 2 500 personnes arrêtées depuis le début des événements. Le ministre de l'Information et de l'Intérieur annonce de son côté que «*l'armée sud-africaine pourrait être appelée à intervenir si les manifestations d'Africains*

continuent dans le pays» ajoutant «*jusqu'à présent, le gouvernement a gardé les mains douces pour s'occuper des manifestations...*»

En guise de manières douces, le gouvernement procède à de vastes vagues d'arrestations. Le 13 septembre, 500 personnes sont arrêtées à Durban ; le 14, 900 autres sont détenues dans le canton d'Alexandra (Johannesburg). A la mi-octobre, de nombreux étudiants de Turfloop et de l'Université de Zululand à Ngoye sont à leur tour arrêtés ; ils rejoignent en détention les membres les plus actifs du BPC et de la SASO. (...)

Sud Liban

Après «*l'évacuation*» par les Israéliens, de la zone qu'ils occupaient, il se confirme que leur retrait était une pure opération de propagande. En effet, l'État libanais a donné ordre aux commandants des milices fascistes alliées d'Israël de laisser la place aux forces de l'ONU. Mais les miliciens soutenus par Israël refusent, et ont même ouvert le feu contre les casques bleus.

Begin et la Cisjordanie

Finalement, quatorze ministres sur dix-neuf que compte le gouvernement israélien se sont ralliés à la position de Begin sur la Cisjordanie, qui avait menacé de provoquer une mini-crise. En effet, Begin se contentait, pour sa réponse aux projets américains, de parler de la «*nature des rapports futurs*» entre Israël et ces territoires. L'autre tendance, plus proche des États-Unis, admettait l'expression de «*statut définitif*» : *derrière ces termes, se cache le refus renouvelé du gouvernement israélien de relâcher son emprise sur ces territoires occupés depuis 67. L'OLP a immédiatement fait savoir que «les décisions prises dimanche à Jérusalem montrent qu'Israël n'a pas l'intention de restituer la Cisjordanie, bien qu'il se soit engagé à négocier l'avenir des territoires occupés».*

Carter à Panama : les opposants censurés

Le bon accueil réservé, en apparence, à Carter au cours de sa visite officielle à Panama n'avait rien de spontané. Il a été organisé par le gouvernement du général Torrijos qui avait pris d'importantes mesures de sécurité et interdit les manifestations anti-impérialistes. Les nombreux mots d'ordres «*US go home*», «*Carter go home*» peints sur les murs avaient été recouverts à la hâte. Trois jours avant l'arrivée de Carter, au cours d'affrontements à l'université deux étudiants anti-impérialistes avaient été tués par des fascistes. Carter accordait une grande importance à ce voyage qui célébrait la signature du traité sur le canal qu'il considère comme une «*réussite*» de sa politique extérieure. Ce traité, résultat de difficiles négociations qui ont duré des mois, consacre un certain recul des États-Unis qui admettent la souveraineté de Panama sur la zone du canal et partagent jusqu'en 1999 le contrôle de cette zone avec le gouvernement panaméen. Cependant, une clause du traité donne une possibilité illimitée d'intervention militaire aux USA. C'est contre cette clause en particulier que les étudiants anti-impérialistes voulaient protester. Quant au parti révisionniste de Panama, d'après le correspondant de l'Humanité il dénonçait «*les gauchistes qui font le jeu de la droite*» et appelait à faire du rassemblement organisé par Torrijos pour accueillir Carter «*un acte de lutte vers la libération totale*».

Communiqué de la campagne Anti-outsplan

Connie Mulder se rendra le 22 juin, à l'Hotel Continental (3, rue Castiglione 75 001) pour un dîner organisé en son honneur, au «*Salon Impérial*» par l'association des «*Amis des Communautés franco-Sud-africaines*» présidée par M. Antoine Pinay. (Parmi les membres fondateurs de cette association, on trouve, entre autres personnalités, M. F. Albrecht, directeur du département d'entomologie de l'Université Paris Sorbonne, qui a effectué une visite en RSA en septembre dernier, Maître Malan, pilier du comité patronal France-Afrique du Sud, et M. Henri Blanc, Président du Lion's Club).

Une centaine de personnes du monde politique, financier, industriel, journalistique sont attendues à cette soirée qui clôturera la série d'entretiens que M. Connie Mulder devrait avoir à Paris, et qui visent à renforcer les liens France-Afrique du Sud.

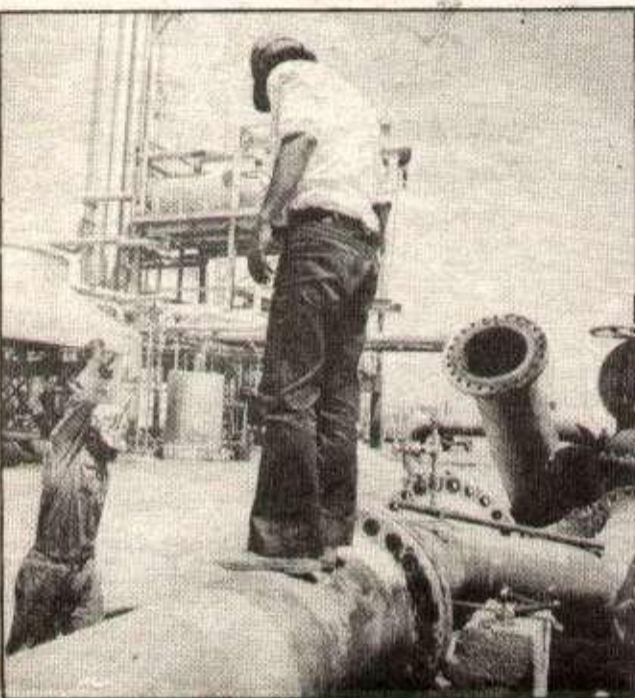
Le mouvement anti-apartheid CAO renouvelle sa protestation vigoureuse contre cette visite scandaleuse, alors que le gouvernement sud-africain accentue sa politique de répression à l'intérieur de ses frontières comme à l'extérieur. Les militants et organisations progressistes français ne peuvent rester sans réagir devant cette nouvelle manifestation de l'amitié avec le pouvoir raciste oppresseur de Pretoria.

INTERNATIONAL

● Lundi matin, la réunion de l'OPEP en cours au Venezuela devait reprendre ses travaux.

Au centre des débats, la question de la revalorisation du prix du pétrole brut, après la chute libre du pouvoir d'achat du dollar : les prix du brut étant calculés dans cette monnaie, les pays producteurs se trouvent lésés d'autant. L'obstacle à une revalorisation vient cependant d'une situation générale de surproduction qui pose problème pour l'écoulement sur le marché mondial. Tandis que la Libye et l'Algérie insistent pour une revalorisation, l'Arabie Saoudite s'y montrait jusqu'ici opposée. La position de l'Iran, hésitant, fera probablement la décision.

Parmi les projets discutés à ce propos figure notamment la possibilité de calculer le prix du pétrole, non plus en dollars mais en référence à une moyenne entre plusieurs monnaies internationales, comprenant les monnaies « fortes » comme le mark allemand : cette procédure si elle était adoptée, éviterait aux pays producteurs de faire les frais du désordre des marchés monétaires capitalistes.



Boycott des physiciens français : réponse cynique de Brejnev

A l'appel du Comité des physiciens français pour la défense de Youri Orlov, vingt cinq physiciens français ont signé un texte pour le boycott de l'URSS. Ils y déclarent notamment : « Je suspends ma coopération scientifique personnelle avec l'URSS, sous toute forme officielle, en raison de la condamnation du professeur Youri Orlov pour délit d'opinion ». La réponse de l'agence Tass a été brutale et grossière : « Toute tentative occidentale de faire dépendre les contacts scientifiques de la manière dont l'URSS traite les dissidents, est vouée à l'échec ». Affirmant que, dans ce domaine, le régime de Brejnev ne cédera à aucune pression, l'agence Tass ose affirmer que le jugement condamnant Orlov à sept ans de baigne et cinq ans d'assignation à résidence « exprime la volonté des 260 millions de Soviétiques » !

URSS : PSYCHIATRES INQUIETS

Le président de la Fédération européenne de Psychanalyse et la vice-présidente française s'inquiètent d'avoir été invités à un congrès sur l'inconscient en URSS. Victor Fainberg, ouvrier soviétique réfugié en France et sa femme, elle-même psychiatre, ont en effet signalé que précédemment lors d'une semblable réunion, des psychiatres anglais avaient été surpris d'apprendre, d'après la presse soviétique, qu'ils avaient soi-disant reconnu schizo-phrènes des dissidents soviétiques alors qu'il n'en était naturellement rien.

Selon Senghor, président du Sénégal :

« La troisième guerre mondiale a commencé en Angola » ; « demain, l'Europe sera tournée, attaquée sur son flanc méditerranéen » (par l'URSS).

BELGIQUE

Le roi s'apprête, d'après des rumeurs circulant à Bruxelles, à refuser la démission du gouvernement, présentée par le premier ministre Léo Tindemans.

SAHARA

Le Front POLISARIO a mené une nouvelle attaque contre le train minéralier des mines de fer de Zouerate en Mauritanie.

La lutte du Tiers Monde pour mettre le pétrole au service de son développement

VENEZUELA : UN PRECURSEUR DE L'OPEP

● Le Venezuela, gros producteur de pétrole, est un pays de 912000 km², situé dans le Nord de l'Amérique du Sud. Il compte plus de 12 millions d'habitants.

Dès les années 40, le Venezuela a pris l'initiative d'établir des contacts avec les pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient. En 1949, le Venezuela envoyait une mission au Moyen-Orient pour expliquer sa politique pétrolière consistant à imposer aux compagnies étrangères le système de partage des profits 50-50. En 1960, Juan Pablo Perez Alfonso, surnommé depuis le « père de l'OPEP » devait entreprendre une tournée au Moyen Orient pour préconiser une politique commune à opposer à la politique de baisse des prix et de création de l'OPEP, le 14 septembre 1960 (1).

La défense de la concertation et de l'unité entre les pays du Tiers Monde est un aspect marquant de la politique étrangère du Venezuela. Depuis 1974, ce pays a mis au service de cette orientation une partie de ses excédents pétroliers. Préconisant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, le Venezuela a représenté les pays en voie

UN PROCESSUS COMMENCÉ DES 1943

Le 29 août 1975, le gouvernement vénézuélien a promulgué la Loi Organique qui réserve à l'Etat l'Industrie et le Commerce des Hydrocarbures. L'extinction des concessions par acte de souveraineté nationale a été déclarée 120 jours après la promulgation de la loi. C'est ainsi que le 1^{er} janvier 1976, le Venezuela est entré en possession de ses ressources pétrolières, achevant un processus commencé en 1943, par la promulgation de la loi pétrolière qui a établi dans les faits le système de partage des bénéfices 50-50 entre les compagnies pétrolières étrangères et l'Etat vénézuélien. Ce système, consolidé en 1948 par un amendement à la loi de 1943 se généralisera à partir de 1950 quand l'Arabie Saoudite l'imposera à son tour à l'Aramco.

En 60 ans et plus d'exploitation pétrolière, le Venezuela a fourni plus de pétrole au monde impérialiste qu'aucun autre pays. De 1917 date où sont établies les premières statistiques, à 1973, ce sont 30 milliards 500 millions de barils (1) qui ont été extraits des gisements vénézuéliens. A partir de 1937 sa production était monopolisée par trois « grands » du Cartel : la Standard (EXXON) avec 50 %, la SHELL avec 35 % et la GULF avec 14 %. De 1928 à 1970, le Venezuela a été le premier exportateur mondial et le 2^e producteur mondial de pétrole. Les compagnies ont mis en œuvre le pillage systématique de ses gisements extraordinairement riches sans développer parallèlement la prospection pour les reconstituer, notamment depuis que l'orientation nationale de la politique vénézuélienne par rapport à ses ressources

naturelles s'est clairement affirmée.

(1) : 1 Baril : 160 litres / 1 tonne ; 7,4 barils environ (en fonction de la densité du pétrole).

LA POLITIQUE « CONSERVATOIRE » POUR STOPPER LE GASPILLAGE

En 1973, les experts estimaient que 43 % des ressources totales de pétrole du Venezuela avaient été retirées des champs pétrolières traditionnels. A cette date les réserves étaient tombées à 11,3 années. C'est le coup d'envoi de la politique conservatoire que suivra le Venezuela : L'Etat prend des mesures pour arrêter le gaspillage et ordonne une baisse de la production. Dès la fin de 1974, celle-ci a baissé de 11,53 %. « L'objectif est de ne produire ni plus, ni moins que ce que le Venezuela peut investir rationnellement pour son développement » dira l'actuel président vénézuélien en mars 75. Avant la nationalisation, cette politique de conservation du pétrole a été articulée avec une majoration des taxes qui frappaient les compagnies étrangères. La politique de conservation du pétrole, liée à la prospection et aux forages a permis de ramener les réserves prouvées à 21,7 ans. De 3,7 millions de barils/jour en 71, la production est tombée à 2,2 millions de b/j en 76. Les réserves étant fonction de la technologie et des prix, des progrès en matière de récupération primaire et secondaire augmenteraient immédiatement les réserves prouvées du Venezuela. Depuis la nationalisation, les efforts dans ce sens ont été intensifiés. Ce sont quelque 250 millions de dollars qui ont été investis pour la prospection et le forage.

de développement au « dialogue Nord-Sud » en tant que co-président de la Conférence. Le Venezuela joue aujourd'hui un rôle de premier plan dans le groupe du Tiers Monde dit des « 77 » et dans les organisations régionales d'Amérique latine, où s'est amorcée une résistance, au pillage nord-américain. En même temps, la tentative de mener dans le pays une politique de développement en rapport avec les richesses naturelles du pays, se poursuit.

(1) En 1959, le premier congrès arabe sur le pétrole auquel le Venezuela et l'Iran assistent en tant qu'observateurs se tient au Caire. La résolution II de ce congrès estime qu'il est « souhaitable que les pays membres échangent de temps en temps leurs points de vue et leur expérience sur la production et l'exploitation du pétrole pour faciliter la coordination et l'harmonisation de leurs actions... ». A l'issue de la rencontre historique de J. Perez Alfonso et du Sheikh Abdallah Tariki, directeur général des Affaires pétrolières en Arabie Saoudite, un communiqué commun recommande aux pays producteurs l'adoption d'une politique pétrolière unifiée afin de sauvegarder leurs intérêts légitimes et lance l'idée de la création de l'OPEP.

VERS UNE FLOTTE PETROLIERE NATIONALE

Pour ce qui est du transport du pétrole, le Venezuela détient actuellement 14 pétroliers et a créé la COVINCA qui doit lui permettre de fabriquer lui-même ses pétroliers. Il est prévu que d'ici 85, une flotte pétrolière nationale de 25 navires achemine 50 % des exportations. Un réseau de plus de 56 185

km d'oléoducs existe actuellement.

En 1976, la capacité totale de raffinage du Venezuela était de 1 472 950 b/j. Il était prévu d'investir 7 millions de bolivars (1bs = environ 1 F) pour construire de nouvelles raffineries et en modifier plusieurs. Actuellement tout le pétrole consommé dans le pays est raffiné sur place dans les raffineries nationalisées. (12 raffineries).

M. Alberto Dominguez, conseiller auprès de l'ambassade du Venezuela à Paris nous déclare :

La politique pétrolière suivie, nous dit M. Alberto Dominguez, conseiller près de l'ambassade du Venezuela à Paris, devra permettre le développement du pays et la mise en valeur de ses richesses.

M. Dominguez : « Après la nationalisation, l'industrie pétrolière a été restructurée de la façon suivante : une société-mère, la Petroven (Petroleo de Venezuela) dont le capital est détenu par l'Etat, contrôle les 4 sociétés nationales opérant dans le pays entre lesquelles ont été répartis les actifs des compagnies étrangères nationalisées.

Lagoven, Maraven, Meneven et la CVP, la compagnie nationale créée en 1960, ont remplacé les compagnies étrangères et contrôlent toutes les phases de l'industrie pétrolière.

Notre politique pétrolière continue à être fondée sur la conservation du pétrole. Cette politique commencée avant la nationalisation a été poursuivie. Nous avons progressivement diminué la production, l'objectif étant d'atteindre le plafond de 2 millions de barils par jour. En même temps, un important programme de prospection était lancé, pour reconstituer les réserves prouvées.

Le V^e plan (1976-1980) retient les objectifs suivants :

Le renforcement du secteur d'Etat dans le cadre d'une importante restructuration d'ensemble de l'économie, la réduction de la dépendance par rapport aux exportations de matières premières brutes (pétrole et minerais de fer), la création d'industries de transformation utilisant ces matières premières, tout en tendant à l'autosuffisance alimentaire et en améliorant les infrastructures économiques (...).

En attendant d'être en mesure de moins dépendre de nos exportations de pétrole, nous cherchons à diversifier nos clients, car encore aujourd'hui l'essentiel de notre production est exportée aux Etats-Unis.

« Conserver le pétrole et le mettre au service du développement, c'est ainsi qu'on pourrait résumer la politique pétrolière du Venezuela ».

PROGRAMME TÉLÉ

Lundi 19 juin

TF 1

18 h 55 - Ces animaux qu'on appelle des bêtes
19 h 15 - Une minute pour les femmes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Le sergent noir. Film américain de John Ford
22 h 20 - Pour le cinéma
23 h 20 - Journal et fin

A 2

18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Top club
20 h 00 - La tête et les jambes
21 h 45 - Concert Bob Dylan
22 h 30 - Bande à part.
23 h 00 - Journal et fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Big Guns. Film franco-italien
22 h 30 - Journal et fin

Mardi 20 juin

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 25 - Pour les jeunes
18 h 55 - Ces animaux qu'on appelle des bêtes
19 h 15 - Une minute pour les femmes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Musique en tête. ADAMO
21 h 35 - Contes à vivre debout. N° 5 à chacun ses vacances
22 h 35 - Pleine page
23 h 35 - Journal et fin

A 2

17 h 55 - Fenêtre sur...
18 h 25 - Dessins animés
18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Top club
20 h 00 - Journal
20 h 45 - Les dossiers de l'écran. Douze jours pour entrer dans l'histoire. D'après les Mémoires de guerre
23 h 30 - Journal et fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - La trahison du capitaine Porter. Film américain
21 h 45 - Journal et fin

THÉÂTRE DE LIBERTÉ

Encore une troupe de théâtre en difficulté. Voilà qui n'est pas nouveau. Mais le théâtre de Liberté n'est pas tout à fait comme les autres. Mehmet Ulusoy et ses amis, qui l'ont fondé en 1972, sont d'origine turque. Leur apprentissage du théâtre, ils l'ont fait, d'abord, parmi les paysans anatoliens et avec les grévistes d'une usine de montage de pièces détachées, made in USA, dans la banlieue d'Istanbul. «Légendes à venir», le spectacle que la troupe a présenté à la salle Adyar, est né de ces expériences.

Quelques pièces d'étoffe, un morceau de grillage, des masques, des poupées géantes, des poèmes, des contes populaires et des épisodes vécus : tous les matériaux sont là. Derrière les barreaux d'une cage de bois, éclairés seulement par la flamme d'une bougie, montent, les cris du peuple que l'on emprisonne. Dans le village misérable, isolé par le fleuve du reste du monde, la maladie de l'enfant nouveau-né apporte la consternation ; résolu, le père se met en route pour aller consulter le grand médecin de la ville lointaine ; d'un bout à l'autre de la scène, sa large ceinture bleue se déroule, devient le torrent infranchissable, gonflé de tourbillons, qui engloutissent l'enfant.

La misère est la condition présente, mais l'espoir est vivace ; personnage familial, et en même temps héros de légende, avec son long bec en lame de faux, qui jaillit des plis d'un drap noir, le corbeau vient prophétiser la défaite

et la mort des propriétaires fonciers, jouée dans l'allégresse d'une foire de village. Cependant, inquiets, les grands du pays mendient honteusement l'aide des USA. Dissimulée sous le corps d'une grande statue de la Liberté, l'hypocrite Amérique pleure. De ses yeux jaillit une longue chaîne, qui vient enserrer les imprudents qui s'y sont frottés de trop près. Les voilà réduits à ajuster, dans une atmosphère infernale, des pièces détachées, destinées à repartir sitôt montées dans leur pays d'origine. Au travail exténuant, succès de la colère : c'est la grève.

Poèmes et chansons viennent ponctuer chaque moment de détresse ou d'espoir. Dans la maison de «celui qui avait disparu inexplicablement un après-midi (et peut-être il fut emmené)», les parents et les amis viennent parfois fleurir les gants de laine oubliés, «rassurés de savoir au moins qu'on ne met pas des menottes à des gants». «Dans la montagne, se joue une histoire de loups pas comme les autres», celle d'un agneau transformé en bête sauvage, mais triomphante par la cruauté de son berger qui voulait le traire trois fois par jour. Scènes joyeuses et poignantes se succèdent, sur fond de scène alternativement noir ou lumineux. Parfois, chacun se met à parler sa langue ; l'immigré espagnol n'en semble pas moins communiquer facilement avec le paysan turc ou l'ouvrier grec. C'est un conte d'Aziz Nesin, qui clôt le spectacle et en tire

THÉÂTRE DE LIBERTÉ

présente

LÉGENDES A VENIR



du 16 Mai au 18 Juin 1978 à 21 H 00

THÉÂTRE RAPP / SALLE ADYAR
7, Sq. Rapp, 75007 Paris 555 67 63

Location : 805.13.74

Métro : Alma-Marceau / École Militaire

les leçons. En ombres chinoises, apparaissent une foule de petits poissons qui affrontent un énorme requin. L'histoire raconte comment les sardines, que le requin dévorait les unes après les autres, se rassemblèrent pour opposer à l'assaillant un mur infranchissable, comment elles l'aveuglèrent en lançant toutes ensemble leurs écaillés contre lui, et purent ainsi venir à bout de l'ennemi irréductible de leur espèce.

Du vrai théâtre populaire vif et coloré, généreux,

plein de colère et de force. Il ne faut pas s'étonner si les subventions ministérielles évitent soigneusement de s'égarer ici. Cette année, pour la première fois depuis six ans d'existence, les 14 membres de la troupe ont dû se mettre en chômage, et n'ont aucune garantie qu'ils pourront reprendre leurs activités. Un comité de soutien a été formé. Pour prendre contact écrire : 74 bd Voltaire, 75 011 Paris, ou téléphoner au 805.13.74.

Suzanne VALLÉE

Et l'acier fut trempé

153^e épisode

Malgré la maladie, le temps passait, parfois agréablement.

A la fin du mois, l'état de Pavel empira. Les médecins lui firent garder le lit. Ebner en fut très affecté, car il s'était pris de sympathie pour ce jeune bolchévique jamais abattu, heureux de vivre, débordant d'énergie, et qui avait si tôt perdu sa santé. Quand Martha lui apprit que les médecins préoyaient une issue tragique à la maladie de Kortchaguine, Ebner fut bouleversé.

Pavel dut rester allongé jusqu'à son départ du sanatorium.

Il réussissait à dissimuler ses souffrances. Seule de son entourage, Martha les devinait à la pâleur extrême de son visage. Une semaine avant l'expiration de son séjour, Pavel reçut du Comité central du Komsomol ukrainien une lettre l'informant que son congé était prolongé de deux mois et que, d'après les conclusions des médecins du sana, il lui était impossible, dans son état de santé actuel, de retourner à une vie active. La lettre contenait aussi de l'argent.

Pavel supporta ce premier choc comme autrefois les coups de Joukhraï, son professeur de boxe : à l'époque aussi il lui arrivait de touter, mais il se relevait aussitôt.

Il reçut un jour une lettre de sa mère. La

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

bonne vieille écrivait que, dans un petit port voisin d'Eupatoria, vivait une vieille amie à elle, Albina Kützam, qu'elle avait perdue de vue depuis quinze ans. Elle demandait à son fils de passer la voir. Cette lettre, tout à fait fortuite, joua un grand rôle dans la vie de Pavel.

Une semaine plus tard, ses amis du sanatorium l'accompagnèrent affectueusement jusqu'au port. Ebner étreignit chaleureusement Pavel et l'embrassa comme un frère. Martha avait disparu, et Pavel partit sans lui faire d'adieux.

Le lendemain matin, la voiture qui avait chargé Kortchaguine sur le quai s'arrêta près d'une maisonnette entourée d'un petit jardin, et le cocher descendit demander si c'était bien là qu'habitaient les Kützam.

La famille Kützam se composait de cinq personnes. Albina, la mère, une femme entre deux âges, assez forte, au regard pesant, au visage fatigué mais révélant des traces d'une ancienne beauté ; ses deux filles : Lélia et Taïa ; le petit garçon de Lélia et le vieux Kützam, un gros homme antipathique, semblable à un porc.

Le vieux travaillait dans une coopérative, la fille cadette Taïa faisait des ménages ; la fille aînée, qui était dactylo, vivait séparée de son mari, un voyou toujours ivre, et se trouvait en chômage. Elle passait son temps à la maison, s'occupant de son fils et aidant sa mère.

Outre les filles, il y avait encore un fils, Georges, qui se trouvait à Léningrad

La famille Kützam accueillit Kortchaguine affaiblement, à l'exception du vieux qui lui jeta un regard mauvais et méfiant.

Pavel raconta patiemment à Albina tout ce qu'il savait de la chronique familiale des Kortchaguine, tout en se renseignant lui-même sur les Kützam.

Lélia, âgée de vingt-deux ans, aux cheveux châtains coupés à la garçonne, au large visage simple et amical, sympathisa tout de suite avec Pavel et l'informa volontiers de tous les secrets de la famille. C'est par elle qu'il apprit que le vieux tyrannisait les siens, brisant toute initiative, étouffant la moindre manifestation de personnalité. Esprit étroit, borné, mesquin et tracassier, il faisait régner à la maison une terreur perpétuelle, suscitant une profonde animosité de la part de ses enfants et la haine tout aussi profonde de son épouse, qui luttait depuis vingt-cinq ans contre son despotisme. Les filles prenaient constamment le parti de leur mère, et ces incessantes querelles de famille empoisonnaient leur existence. Ainsi passaient les jours, accumulant une infinité de petites et grandes vexations.

Le second énergumène de la famille était Georges. D'après Lélia, c'était un petit sauteur, prétentieux et fanfaron, aimant bien manger et s'habiller à la dernière mode, et qui ne crachait pas sur la boisson. Après ses études secondaires, Georges — le favori de sa mère — avait exigé de l'argent pour se rendre dans la capitale.

— Je vais m'inscrire à l'Université. Que Lélia vende sa bague et toi tes affaires. J'ai besoin d'argent, débrouillez-vous pour m'en trouver.

(à suivre)

Dimanche 18, à Montrouge

FETE MUNICIPALE ET LIBERTE DE REPRESSION

Dimanche 18 juin c'était la fête municipale à Montrouge, une fête avec des fanfares, des majorettes, une reine, ... Le COBA de Montrouge, le groupe « Femmes en lutte », Le petit Montrougien en colère (journal local de contre-information) et Radio libre banlieue sud appelaient à participer différemment à cette fête. Ils ont décoré un camion avec des guirlandes et des banderoles illustrant les différents thèmes sur lesquels ils interviennent régulièrement et voulaient intégrer ce char à la fin du cortège officiel, afin de montrer que cette fête d'un jour sert à faire passer toute une année d'exploitation et d'oppression et à masquer l'absence de loisirs sur Montrouge.

Cette initiative, pourtant pacifique et musicale n'a pas été du goût de monsieur le maire (Ginoux, qui affiche ouvertement ses sympathies pour l'OAS et « Laissez les vivre ») qui a envoyé les flics. Les flics ont commencé par bloquer le char puis ont chargé violemment, blessant plusieurs participants. Devant

l'arrivée des renforts et leur volonté manifeste de nous embarquer nous avons essayé de négocier notre retrait et celui du char. Un refus catégorique nous a été opposé. Quelques minutes plus tard les flics ont violemment embarqué vingt participants dont quatre ont été menacés d'inculpation pour coups et blessures à agents et port d'armes (en fait quelques éléments servant à la décoration du char et à l'animation). Finalement tout le monde a été relâché.

Bien décidés à ne pas se laisser baillonner et à continuer leurs activités sur Montrouge, les participants se retrouvaient après la sortie du commissariat et rédigeaient aussitôt une lettre aux organisations politiques et syndicales ainsi qu'un tract expliquant les faits et appelant la population à une réunion :
Lundi 19 juin à 20 h 30 à la Librairie La Boulangerie, 67 rue de Bagneux à Montrouge. Il y sera débattu de la riposte à apporter cette atteinte manifeste à la liberté d'expression. Une affaire à suivre.

Correspondance

Rhodésie : Smith avoue sa défaite

Trois mois après la signature du prétendu « règlement interne » de Salisbury, Smith, chef du gouvernement raciste de Rhodésie a reconnu dans une interview télévisée la réalité et l'étendue de sa défaite. On est loin aujourd'hui des déclarations officielles du gouvernement « intérimaire » selon lesquelles les anciens dirigeants africains devenus collaborateurs « feraient cesser la guérilla ». En effet, les émissaires envoyés par ceux-ci aux combattants du Front Patriotique ont été très mal reçus, certains d'ailleurs ne sont pas revenus à Salisbury ! « Je reconnais que nous n'avons pas réussi » déclare Smith. Il admet des pertes de 20 hommes par jour. Le gouvernement raciste reconnaît qu'il a dû fermer déjà 800 écoles rurales (30 pendant la deuxième semaine de juin). Son administration, selon la presse occidentale n'arrive plus à contrôler certaines régions et à y percevoir des impôts. Toutes ces informations recourent exactement celles que donnait au cours de sa conférence de presse d'avril dernier à Paris Eddison Zuobgo, représentant de la

ZANU. Il affirmait en effet que les combattants du Front Patriotique ont éliminé l'administration raciste de la plupart des zones rurales et qu'ils les contrôlent politiquement, construisant un nouveau pouvoir populaire qui prend en main la production, l'éducation, la santé.

Vendredi, Owen, ministre des Affaires étrangères britannique a lancé un appel pour une relance du plan anglo-américain avec l'organisation d'une nouvelle conférence. Cette prise de position coïncide avec le constat d'échec de Smith. Chaque fois que le Front Patriotique a remporté des victoires sur le terrain, les impérialismes occidentaux ont proposé des plans de paix et des négociations pour tenter de sauver l'essentiel du régime et leurs intérêts. Pendant des mois, ils ont secrètement misé sur le « règlement interne » en espérant diviser le Front Patriotique. Le crainte d'une intervention soviéto-cubaine d'une part, les victoires remportées par le Front d'autre part vont contraindre Grande-Bretagne et USA à manœuvrer en recul.

4 MORTS ET 6 BLESSES DANS UNE EXPLOSION A LA COURNEUVE



GDF mis en cause par les habitants

● L'explosion qui a soufflé, samedi après-midi, un café et la boutique d'un coiffeur à La Courneuve a fait quatre morts et six blessés. Dimanche après-midi, les pompiers de la Ville de Paris ont en effet pu extraire le corps du petit Marc Elbaz, fils du cafetier. Les habitants du quartier, où les vieux immeubles côtoient HLM et pavillons sont inquiets : depuis longtemps, ils se plaignent d'odeur de gaz, dans les immeubles et sur les trottoirs de l'Avenue Paul Vaillant Couturier. Qu'a fait le Gaz de France ?

« POURQUOI SE CONTENTENT-ILS DE RAFISTOLER ?

Il ne reste rien de la petite maison à un étage où cohabitaient le café et la boutique du coiffeur, M. Germain, tué dans l'explosion. Les vitres brisées de l'autre côté de l'avenue et les gravats disséminés cinquante mètres à la ronde témoignent de la violence de la déflagration, confirmée par les voisins présents samedi après-midi. Ceux-ci ont dû d'ailleurs évacuer leurs appartements dès l'arrivée des pompiers et de la police, avant de les réoccuper samedi soir. Dimanche après-midi, alors que de nombreux badauds observaient les pompiers dégager les décombres — le corps du jeune garçon qui gardait le café au moment du sinistre fût dégagé vers 17 h — une seule question était sur les bou-

ches : est-ce « encore » le gaz ?

Devant le café un arbre un peu noirci attire l'attention : seul de toute l'avenue, il est à moitié crevé, malgré les tailles successives. « Je connais un jardinier de la ville, explique un voisin, il ne comprenait pas pourquoi cet arbre est mort. M. Germain le coiffeur, pensait que c'était à cause d'émanations de mauvaises vapeurs, dans le sous-sol. D'ailleurs, il s'était plaint à plusieurs reprises de l'odeur de gaz dans sa cave ». D'autres voisins confirment : « Nous savions que l'installation de gaz était défectueuse. Rue Richer — perpendiculaire à l'avenue Vaillant Couturier — l'EGF a percé à plusieurs reprises le trottoir. C'était tout le temps en travaux. Il devait bien y avoir quelque chose ».

L'odeur de gaz a été remarquée par plusieurs personnes sur le trottoir même du café. Ainsi, une mère de famille habitant le HLM voisin : « Je passais souvent sur le trottoir avec les enfants. Pas plus tard que samedi matin, j'ai trouvé que ça sentait fort, en passant. J'ai demandé à mon petit garçon s'il sentait quelque chose. Il ne connaît pas l'odeur de gaz, puisque nous sommes au tout électrique. Et bien il m'a dit que ça sentait la boule puante ». Certains témoignages font état d'un bruit de canalisation percée, peu de temps avant l'explosion. Mais il est difficile de savoir si ce bruit a été perçu avant ou après l'explosion, qui a bien pu endommager une canalisation. Le Gaz de France prend prétexte de cette incertitude pour se retrancher derrière « l'enquête en cours ». « La canalisation principale qui passe sous le trottoir a une trentaine d'années, mais elle a été soigneusement vérifiée en 76. Pour l'instant, les vérifications faites par nos services n'ont rien montré d'anormal », expliquait un représentant de la société nationale. Dans l'immeuble situé immédiatement à côté du café, on a été choqué de cette déclaration :

voici ce que dit une locataire : « Il y a quelques années, nous avons appelé la compagnie du Gaz, à cause d'une odeur très forte dans l'escalier. Il a fallu les relancer plusieurs fois. Et quand ils sont venus, nous nous sommes presqu'attirés parce que l'état des canalisations était inquiétant paraît-il ! Ils ont réparé ; mais l'arrivée de gaz se fait toujours par une petite boîte devant l'immeuble. Une boîte à moitié délabrée où on voit des tuyaux tout rouillés. Nous en avons déjà discuté, entre voisins : si la compagnie du Gaz ne fait rien, nous faisons la grève des factures de gaz. On ne peut pas accuser les employés : ils font le travail qu'on leur demande. Mais à la direction, pourquoi ne changent-ils pas toute l'installation, qui est vétuste, au lieu de raccommoquer de temps en temps ? »

Passy, St Denis, La Courneuve où c'est la seconde explosion cette année, cela fait beaucoup. La politique de rentabilisation à l'honneur dans les entreprises nationalisées n'y est-elle pas pour quelque chose ?

Eric BREHAT